

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



LOI N° 02.001

**ARRETANT LE BUDGET DE
LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
POUR L'ANNEE 2002.**

L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT**

PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

ast

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES
AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

Article 1^{er} : Les recettes et les dépenses du Budget de l'Etat ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution du Budget pour l'année 2002 sont régies conformément aux dispositions de la présente Loi.

Article 2 : Aucune mesure susceptible d'entraîner au-delà des montants globaux fixés par les articles ci-après, une dépense nouvelle ou une perte de recettes par rapport aux voies et moyens évalués à l'article 6 ci-dessous, ne pourra intervenir au cours de l'année 2001 sans avoir fait l'objet de l'ouverture préalable d'un crédit supplémentaire au chapitre intéressé et avant qu'aient été dégagées en contrepartie et pour un montant équivalent des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il est fait état dans la présente loi.

Article 3 : Sous réserve des dispositions de la présente Loi, continueront d'être opérées pendant l'année 2002 conformément aux lois et règlements en vigueur :

- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus divers de l'Etat ;
- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux Etablissements Publics et Organismes divers dûment habilités.

Article 4 : Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets antérieurs en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelle que dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, sous peine pour les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis pour concussion conformément aux articles 108 et 109 du Code Pénal.

Sont également passibles des peines prévues pour concussion, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation légale ou réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôts ou taxes publics ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements de l'Etat. Ces dispositions sont aussi applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales du secteur public et parapublic qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance de produits ou services de ces entreprises.

Article 5 : Tout texte portant exonération de droits de douanes, création, modification ou dégrèvement d'un impôt ou d'une taxe fiscale ou parafiscale doit être soumis à l'approbation préalable du Ministre chargé des Finances sous peine de nullité.



Article 6 : Les ressources et les charges inscrites au Budget de l'Etat pour l'année 2002 sont fixées conformément aux états de développement annexés à la présente Loi.

Article 7 : Le Ministre des Finances est l'ordonnateur unique du Budget Général de l'Etat. Il peut, s'il le juge nécessaire, déléguer tout ou partie de ses prérogatives.

Article 8 : Le Ministre des Finances est tenu de produire un rapport annuel de gestion des crédits présentant la situation des engagements effectués ainsi que leur utilisation.

Article 9 : Les ressources du Budget de l'Etat pour l'exercice 2002 sont fixées globalement à : **135.187.915.000 F CFA** et réparties comme suit :

- Recettes propres : **76.031.000.000 F CFA**
- Financements extérieurs acquis : **59.156.915.000 F CFA**

Article 10 : Le montant maximum des crédits de paiement ouverts au budget de fonctionnement pour l'année 2002 est fixé à : **84.756.444.000 F CFA**

Article 11 : Le montant maximum des crédits de paiement ouvert au Budget d'investissement pour l'année 2002 est fixé à : **74.700.115.000 F CFA**

Article 12 : Le déficit prévisionnel du Budget de l'Etat au titre de l'année 2002 est fixé à : **24.268.644.000 F CFA**

Article 13 : Le besoin de financement correspondant sera assuré par la mobilisation de ressources propres et extérieures.

Article 14 : Pour l'exécution du Budget de l'Etat, le montant global des engagements financiers que peut contracter l'Etat au titre de l'année 2002 est fixé à : **159.456.559.000 F CFA**.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'a' followed by a long horizontal line and a vertical line extending downwards.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES

A. DISPOSITIONS FISCALES

I - CONTRIBUTIONS DES PATENTES

Article 15 : Il est créé au tableau A du tarif des patentes, les codes ci-après relatifs à l'activité d'import-export :

Code 1108 : Chiffre d'affaires de 8 à 10 milliards	droit fixe = 8.400.000
Code 1107 : Chiffre d'affaires de 10 à 15 milliards	droit fixe = 10.500.000
Code 1106 : Chiffre d'affaires de 15 à 20 milliards	droit fixe = 12.600.000
Code 1105 : Chiffre d'affaires supérieur à 20 milliards	droit fixe = 14.700.000

Article 16 : Les dispositions du Code 2034 du tableau B du tarif des patentes sont modifiées comme suit :

Au lieu de

Code 2034 : Forestier Exploitant par moyens mécaniques

Droit fixe	115 000
Taxe variable 1	60 par employé
Taxe variable 2	120 pour une superficie de 100 ha
Taxe variable 3	60 par cheval vapeur

Lire :

Code 2034 : Forestier Exploitant par moyens mécaniques

Droit fixe	500 000
Taxe variable 1	60 par employé
Taxe variable 2	150 pour une superficie de 100 ha
Taxe variable 3	150 par cheval vapeur

Article 17 : Il est créé au tableau B du tarif des patentes, trois codes d'activités libellés comme suit :

Code 2003 : Exportateur d'or, de diamant et autres pierres précieuses (autre qu'un bureau d'achat)

Droit fixe : 11 000 000

Taxe variable : 550 000 par agent agréé

Code 2006 : Démarcheur et/ou coxeur d'or, de diamant et autres pierres précieuses

Droit fixe : 855 510

Code 2022 : Acheteur d'or

Droit fixe : 338 980

II - IMPOT LIBERATOIRE

A - Du paiement de l'Impôt Libératoire

Article 18 : Les dispositions de l'article 214 bis 19 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 214 bis 19 du Code Général des Impôts

Tout versement effectué après les périodes prévues par les dispositions de l'article 214 bis 18 ci-dessus ne bénéficie pas de la règle du fractionnement.

Lire :

Article 214 bis 19 du Code Général des Impôts

Tout versement effectué après les périodes prévues par les dispositions de l'article 214 bis 18 ci-dessus ne bénéficie pas de la règle du fractionnement.

En cas de suspension ou de cessation d'activité au cours de l'année d'imposition, les fractions d'impôt libératoire restant dues sont exigibles.

B - Du Tarif de l'Impôt Libératoire

Article 19 : Le tarif de l'impôt libératoire est modifié et complété comme suit :



Au lieu de :

Transport

Profession ou activité	Chiffre d'Affaires	Cotisation de base	coef	Montant annuel de l'impôt
Entrepreneur de taxi et Exploitant de taxi	Inférieur à 5.400.000	1.153.220	0,21	242.176
	De 5.400.001 à 10.800.000	2.306.440	0,21	484.352
	De 10.800.001 à 16.200.000	3.459.660	0,21	726.529
	De 16.200.001 à 21.600.000	4.612.880	0,21	968.705
	De 21.600.001 à 30.000.000	5.766.100	0,21	1.210.881
Entrepreneur de bus Exploitant de bus Autocar	Inférieur à 6.000.000	2.003.975	0,21	420.835
	De 600.001 à 12.000.000	4.007.950	0,21	841.670
	De 12.000.001 à 18.000.000	6.011.925	0,21	1.262.504
	De 18.000.001 à 24.000.000	8.015.900	0,21	1.683.339
	De 24.000.001 à 30.000.000	10.019.875	0,21	2.104.174
Transport terrestre de marchandises	Inférieur à 9.600.000	1.964.780	0,21	412.604
	De 9.600.001 à 15.000.000	3.929.560	0,21	825.208
	De 15.000.001 à 20.000.000	5.894.340	0,21	1.237.811
	De 20.000.001 à 25.000.000	7.859.120	0,21	1.650.415
	De 25.000.001 à 30.000.000	9.823.900	0,21	2.063.019

Professions libérales et prestations de services

Profession ou activité	Chiffre d'Affaires annuel	Cotisation de base	coef	Montant annuel de l'impôt
Profession libérales et Prestations de services	Inférieur à 5.000.000	847.586	0,30	254.276
	De 5.000.001 à 10.000.000	1.695.170	0,30	508.551
	De 10.000.001 à 15.000.000	2.542.755	0,30	762.827
	De 15.000.001 à 25.000.000	3.390.340	0,30	1.017.102
	De 25.000.001 à 30.000.000	4.237.925	0,30	1.271.378

Handwritten signature or mark

Lire :

Transport

Profession ou activité	Libellé	Chiffre d'Affaires	Cotisation de base	coef	Montant annuel de l'impôt
Entrepreneur de taxi Exploitant de taxi	1 véhicule	Inférieur à 5.400.000	1.153.220	0,21	242.180
	2 Véhicules	De 5.400.001 à 10.800.000	2.306.440	0,21	484.350
	3 Véhicules	De 10.800.001 à 16.200.000	3.459.660	0,21	726.530
	4 Véhicules	De 16.200.001 à 21.600.000	4.612.880	0,21	968.705
	5 Véhicules/plus	De 21.600.001 à 30.000.000	5.766.100	0,21	1.210.880
Entrepreneur de bus Exploitant de bus Autocar	10 à 20 places	Inférieur à 6.000.000	2.003.975	0,21	420.835
	21 à 30 places	De 6.000.001 à 12.000.000	4.007.950	0,21	841.670
	31 à 40 places	De 12.000.001 à 18.000.000	6.011.925	0,21	1.262.500
	41 à 60 places plus 60 places	De 18.000.001 à 24.000.000 De 24.000.001 à 30.000.000	8.015.900 10.019.875	0,21 0,21	1.683.340 2.104.170
Transport terrestre de marchandises	3 à 7 tonnes	Inférieur à 9.600.000	1.964.780	0,21	412.600
	8 à 12 tonnes	De 9.600.001 à 15.000.000	3.929.560	0,21	825.200
	13 à 15 tonnes	De 15.000.001 à 20.000.000	5.894.340	0,21	1.237.810
	16 à 20 tonnes	De 20.000.001 à 25.000.000	7.859.120	0,21	1.650.415
	plus de 20 tonnes	De 25.000.001 à 30.000.000	9.823.900	0,21	2.063.020

Professions libérales et prestations de services

Profession ou activité	Chiffre d'Affaires	Cotisation de base	coef	Montant annuel de l'impôt
Professions libérales et prestations de service	Inférieur à 1.500.000	282.530	0,30	84.760
	De 1.500.001 à 3.000.000	565.060	0,30	169.520
	De 3.000.001 à 5.000.000	847.590	0,30	254.275
	De 5.000.001 à 10.000.000	1.695.170	0,30	508.550
	De 10.000.001 à 15.000.000	2.542.755	0,30	762.830
	De 15.000.001 à 20.000.000	3.390.340	0,30	1.017.100
	De 20.000.001 à 25.000.000	4.237.925	0,30	1.271.380
De 25.000.001 à 30.000.000	5.085.511	0,30	1.525.650	

III - IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE

Taux

Article 20 : Les dispositions de l'article 150-2 alinéas 1 à 3 du Code Général des Impôts aménagées par l'article 32 de la Loi des Finances pour 1999 sont modifiées et complétées en ce qui concerne exclusivement les minima de perception et leur acquittement conjointement à la patente comme suit :

Au lieu de :

Les taux de l'Impôt Minimum Forfaitaire sont fixés ainsi qu'il suit :

- Chiffre d'affaires de 0 à 50 millions : perception d'un montant forfaitaire de 1.000.000 francs CFA ;
- Chiffre d'affaires de 50 à 100 millions : perception d'un montant forfaitaire de 1.500.000 francs CFA.

Les montants forfaitaires qui constituent des minima de perception sont acquittés conjointement avec la patente par anticipation en trois mensualités comme prévu à l'article 125 bis 7 alinéa 1 du Code Général des impôts.

Lire :

Les taux de l'Impôt Minimum Forfaitaire sont fixés ainsi qu'il suit :

- Chiffre d'affaires inférieur ou égal à 100 millions : perception d'un montant forfaitaire de 1.500.000 francs CFA.

Le reste sans changement.

IV- CONTRIBUTION DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

A – Base d'imposition

Article 21 : Les dispositions de l'article 217 du Code Général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

La Contribution de Développement Social est assise, au titre de chaque exercice budgétaire, sur le montant des rétributions de toutes sortes, payées ou fournies gratuitement au personnel de l'entreprise au cours de l'année civile correspondant audit exercice. Il y a lieu d'inclure dans cette base imposable les primes et les indemnités d'expatriation et les avantages en nature ci-après qui seront retenus pour leur valeur réelle :

- loyer, eau, électricité, gaz
- soins médicaux
- nourriture
- voyage d'ordre privé (à l'exception d'un voyage par an aux expatriés pour congé annuel)
- primes versées au personnel à l'occasion d'événements familiaux.

Lire :

La Contribution de Développement Social est assise, au titre de chaque exercice budgétaire, sur le montant des rétributions brutes de toutes sortes, payées ou fournies gratuitement au personnel de l'entreprise au cours de l'année civile correspondant audit exercice. Il y a lieu d'inclure dans cette base imposable les primes et les indemnités d'expatriation et les avantages en nature ci-après qui seront retenus pour leur valeur réelle :

- loyer, eau, électricité, gaz
- nourriture
- voyage d'ordre privé (à l'exception d'un voyage par an aux expatriés pour congé annuel)
- primes versées au personnel à l'occasion d'événements familiaux.

B - Paiement des Droits, obligations des redevables et sanctions

Article 22 : Les dispositions de l'article 220 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 220 du Code Général des Impôts

Les dispositions de l'article 250 nouveau 3 à 6 du Code Général des Impôts sont applicables mutatis mutandis à la contribution de développement social.

Lire :

Les dispositions des articles 257 1er et 2è alinéas, 259, 260, 264 alinéa 2, 265, 266, et 267 du Code Général des Impôts sont applicables mutatis mutandis à la contribution de développement social.

V- TAXE SPECIALE SUR LES ACHATS DE DIAMANT, OR ET AUTRES PIERRES PRECIEUSES

Article 23 : Les dispositions de l'article 10 paragraphe 14 de l'Ordonnance n°88.006 aménagées par la loi n°95.005 du 3 Août 1995 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Les collecteurs sont soumis à une taxe spéciale sur les achats au taux libérateur de 3 % perçue et reversée par les bureaux d'achat le 15 du mois suivant à la recette des impôts au moyen de bordereaux particuliers établis pour le total des achats effectués par un même collecteur.

Lire :

Les collecteurs, les exploitants artisans et toute autre personne sont soumis à l'occasion de leurs ventes à une taxe spéciale sur les achats au taux libérateur de 3% perçue et reversée par les bureaux d'achat et tout autre acheteur exportateur au plus tard le 15 du mois suivant celui au cours duquel les achats ont été effectués à la caisse de la recette des impôts au moyen de bordereaux particuliers établis pour le total des achats effectués par un même acheteur.

Les produits de cette taxe sont perçus au profit du Trésor Public.

L'assiette, le contrôle et le recouvrement de cette taxe auprès des bureaux d'achat ou tout autre acheteur incombe à la Direction Générale des Impôts et des Domaines.

VI - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

A- Opérations Imposables

Article 24 : Les dispositions de l'article 27 de la Loi des Finances n°2000.010 du 29 Décembre 2000 arrêtant le Budget de la République Centrafricaine pour l'année 2001, suspendant la taxation des produits pétroliers à la TVA sont abrogées.

B- Régularisations

Article 25 : Les dispositions de l'article 246 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 246 du Code Général des Impôts

Les entreprises qui cessent leurs activités avant le délai de cinq ans d'exercice sont redevables d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée antérieurement déduite sur leurs immobilisations et sur les biens autres qu'immobilisations qui ne concourent plus à la réalisation d'une opération imposable. Cette fraction est égale au montant de la déduction, diminué d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition.

La régularisation est exigée lorsque la cessation d'activité intervient avant le commencement de la quatrième année suivant celle de l'acquisition.



Lire :

Article 246 du Code Général des Impôts

Les entreprises qui cessent leurs activités ou qui cèdent leurs immobilisations ou les biens autres qu'immobilisations avant le délai de cinq ans d'exercice sont redevables d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée antérieurement déduite sur ces immobilisations ou les biens autres qu'immobilisations qui ne concourent plus à la réalisation d'une opération imposable. Cette fraction est égale au montant de la déduction, diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition.

La régularisation est exigée lorsque la cessation d'activité ou la cession du bien intervient avant le commencement de la quatrième année suivant celle de l'acquisition.

C- Liquidation et Recouvrement

Article 26 : Les dispositions de l'article 258 alinéa 5 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 258 alinéa 5 du Code Général des Impôts

Le remboursement est accordé si l'entreprise est à jour dans toutes ses obligations fiscales. Il est plafonné au montant du crédit de dernier mois du trimestre. Un arrêté du Ministre des Finances fixe les modalités d'application de ces remboursements.

Lire :

Article 258 alinéa 5 du Code Général des Impôts

Le remboursement est accordé si l'entreprise est à jour de toutes ses obligations fiscales. Il est plafonné au montant cumulé des crédits figurant sur la déclaration du dernier mois du trimestre. Un arrêté du Ministre des Finances fixe les modalités d'application de ces remboursements.

D- Exonérations

Article 27 : La liste des biens de première nécessité figurant à l'article 12 de la Loi de Finances Rectificative 2001 est modifiée et complétée ainsi qu'il suit, sans préjudice de la législation exonératoire de TVA issue de la CEMAC (Acte 5.93 UDEAC 556 CD SE1 ; Acte 2.98 UDEAC 1508 CD 61 et Directive 1/99 CEMAC 028 - CM - 03) :

Au lieu de :

ANNEXE

LISTE DES BIENS DE PREMIERE NECESSITE EXONERES DE TVA

N° du Tarif	Désignation Tarifaire
2937.91.00	Insuline et ses sels
2930.21.00	Quinine et ses sels
29.41	Antibiotiques
30	Produits pharmaceutiques
3007.00.90	Cire pour art dentaire
3701.10.00	Plaques et films pour rayons X
3702.10.00	Pellicule pour rayons X
40.14	Articles d'hygiène et de pharmacie en caoutchouc (y compris les tétines, en caoutchouc vulcanisées non durcies, même avec parties en caoutchouc durci)
40.14.10.00	Préservatifs
40.14.90.00	Autres articles d'hygiène
40.15.11.00	Gants pour la chirurgie
49.01.10.00	Livres scolaires
70.15.10.00	Verrerie des lunettes
84.19.20.00	Stérilisateurs médico-chirurgicaux de laboratoires
87.13	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
87.14.20.00	Parties de fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
90.04	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires
90.18.11 à	Appareils médicaux, d'analyses médicales, d'ophtalmologie, etc.
90.22.90	Fauteuils de dentistes
94.02.10.11	Autres mobiliers pour la médecine et la chirurgie
94.02.10.1938.08	Insecticides et pesticides
02	Lait et crème de lait, non concentrés additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
04.01	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre
04.02	Pain
05	Riz (produit localement)
10	Préparations pour alimentation des enfants
49.01.91.00	La première tranche de consommation d'eau pour les ménages

Lire :

ANNEXE

LISTE DES BIENS DE PREMIERE NECESSITE EXONERES DE TVA

N° du Tarif	Désignation Tarifaire
02.01 à 02.08	Viande et volailles (produites localement)
07.01 à 07.14	Fruits et légumes (produits localement)
08.01 à 08.14	
2937.91.00	Insuline et ses sels
2930.21.00	Quinine et ses sels
29.41	Antibiotiques
30	Produits pharmaceutiques
30.04.90.00	Tri thérapie
3007.00.90	Cire pour art dentaire
3701.10.00	Plaques et films pour rayons X
3702.10.00	Pellicule pour rayons X
40.14	Articles d'hygiène et de pharmacie en caoutchouc (y compris les tétines, en caoutchouc vulcanisées non durcies, même avec parties en caoutchouc durci)
40.14.10.00	Préservatifs
40.14.90.00	Autres articles d'hygiène
40.15.11.00	Gants pour la chirurgie
49.01	Livres
70.15.10.00	Verrerie des lunettes
84.19.20.00	Stérilisateurs médico-chirurgicaux de laboratoires
87.13	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
87.14.20.00	Parties de fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides
90.04	Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires
90.18.11 à	Appareils médicaux, d'analyses médicales, d'ophtalmologie, etc.
90.22.90	Fauteuils de dentistes
94.02.10.11	Autres mobiliers pour la médecine et la chirurgie
94.02.10.1938.08	Insecticides et pesticides
02	Lait et crème de lait, non concentrés additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
04.01	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre
04.02	Pain
05	Riz (produit localement)
10	Préparations pour alimentation des enfants
49.01.91.00	La première tranche de consommation d'eau pour les ménages

B. DISPOSITIONS DOUANIERES

I - TAXE COMMUNAUTAIRE D'INTEGRATION CEMAC

Article 28 : Les dispositions de l'article 36 de la Loi n° 2000.001 du 29 Février 2000 arrêtant le budget de la République Centrafricaine pour l'année 2000 relative à la liquidation et au recouvrement de la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI) au profit de la CEMAC sont abrogées.

Article 29 : En application des dispositions des articles 1^{er} et 6 de l'Acte additionnel n° 03/00-CEMAC – 046 – CM 05 du 14 Décembre 2000 instituant un mécanisme autonome de financement de la Communauté, il est institué une taxe d'affectation spéciale dénommée ; Taxe ou prélèvement Communautaire d'Intégration (TCI/P) destinée au renforcement du mécanisme actuel de financement de la CEMAC.

Article 30 : La TCI/P s'applique à toutes les importations des Etats membres de la CEMAC de produits originaires des pays tiers, mis à la consommation, à l'exclusion des cas d'exonération suivants :

- Les effets personnels des voyageurs régulièrement admis en franchise des droits et taxes d'entrée dans les Etats membres ;
- Les aides et dons, a caractère alimentaire, médical ou paramédical ;
- Les produits pharmaceutiques, ainsi que les matériels et équipements à usage médical, destinés à la médecine humaine ou vétérinaire ;
- Les matériels et fournitures à usage scolaire ou universitaire ;
- Les matériels, équipements et fournitures importés par les Centres et Institutions de recherche scientifique et technique, agréés ou reconnus comme tels ;
- Les matériels acquis sur financements extérieurs, sous réserve d'une clause expresse en exonération de tout prélèvement fiscal ou douanier ;
- Les biens importés par les entreprises bénéficiaires d'un régime fiscal, en cours à la date d'entrée en vigueur de l'acte cité à l'article 30 ci-dessus ;
- Les marchandises en transit ;
- Les biens détruits ou avariés dans les entrepôts et sous la responsabilité de l'administration des Douanes.

Article 31 : Le taux de la TCI/P est fixé à 1 % de la valeur.



II - FISCALITE PETROLIERE

Article 32 : Les dispositions de l'article 65 du Code Pétrolier sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Les titulaires de contrats pétroliers sont soumis à une redevance superficière annuelle dont le montant est stipulé dans le contrat pétrolier.

Lire :

Les titulaires de contrats pétroliers sont soumis à une redevance superficière annuelle dont le montant est fixé ainsi qu'il suit :

- a) 3 dollars US par km² durant la période initiale de recherche du permis ;
- b) 5 dollars US par km² durant la première période de renouvellement du permis ;
- c) 10 dollars US par km² durant la deuxième période de renouvellement du permis et durant toute prorogation prévue aux articles 3.4 et 3.5 du Contrat Type ;
- d) 15 dollars US par km² durant la validité d'une concession.

Les redevances superficières visées aux alinéas a, b et c ci-dessus seront payées d'avance et par année au plus tard le premier jour de chaque année contractuelle pour l'année contractuelle entière, d'après l'étendue du permis détenu par la société à la date d'échéance desdites taxes.

La redevance superficière relative à une concession sera payée d'avance et par année au commencement de chaque année civile suivant l'octroi de la concession (ou pour l'année dudit octroi, dans les trente jours de la date d'octroi, prorata temporis pour la durée restante de l'année en cours), d'après l'étendue de la concession à ladite date.

En cas d'abandon de surface au cours d'une année ou de force majeure, la société n'aura droit à aucun remboursement des redevances superficières déjà payées.

Article 33 : Les dispositions antérieures régissant l'ensemble de la fiscalité pétrolière relative aux importations d'hydrocarbures sur le territoire de la République Centrafricaine sont abrogées.

Article 34 : La fiscalité pétrolière pour toutes importations de produits pétroliers raffinés en République Centrafricaine et en provenance de pays tiers se composent des droits et taxes suivants :

- 1) les droits de douane ;
- 2) la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 3) la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI/P) ;
- 4) la Redevance d'Usage Routier (RUR) ;



5) la Redevance Informatique (RIDT) ;

6) la Taxe Unique sur les Produits Pétroliers (TUPP).

Article 35 : Les produits pétroliers raffinés dans l'un des Etats membres de la CEMAC ne sont soumis qu'à la T.V.A. et aux redevances informatique et d'usage routier, y compris la T.U.P.P.

Article 36 : Les taux des droits de douane, de la T.V.A. ainsi que la T.C.I./P sont ceux institués par le Tarif des Douanes et des dispositions réglementaires de la CEMAC, en fonction des valeurs à prendre en compte pour chacune de ces taxes.

Article 37 : Les redevances d'usage routier et informatique sont celles fixées par les textes en vigueur.

Article 38 : Il est institué une Taxe Unique sur les Produits Pétroliers (T.U.P.P.) qui résulte de la différence entre le prix incluant les taxes CEMAC augmenté des différentes redevances et le prix final des produits fixés à la consommation.

Article 39 : Les modalités d'application pratiques de ces dispositions feront l'objet d'un Arrêté du Ministre des Finances et du Budget.

III - IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE

Article 40 : L'Impôt Minimum Forfaitaire au taux de 2 % sur les exportations de café est supprimé.



TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 41 : Il est établi une corrélation entre les engagements et la trésorerie de l'Etat, à l'exception des dépenses obligatoires.

Lorsque le Trésor Public accuse un déficit de trésorerie, le Ministre chargé des Finances est tenu de limiter le niveau des engagements des dépenses courantes en dessous du montant du plafonnement mensuel du crédit inscrit.

Article 42 : Seules les sociétés ou entreprises légalement constituées, agréées par le service des marchés et pouvant justifier d'un numéro d'identification fiscale et d'une situation fiscale régulière par production d'un quitus délivré conjointement par la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et le Trésor Public peuvent être autorisées à soumissionner aux marchés de l'Etat, des organismes de l'Etat ou Para - Etatiques et des collectivités locales.

Dans le cadre de cette procédure, celle de l'appel d'offre ouvert ou restreint est également obligatoire ; les seules exceptions à cette règle sont celles édictées par les textes officiels régissant le régime des marchés publics.

Les marchés sont soumis à la procédure d'enregistrement et au paiement des droits y afférents.

Les seules exceptions sont régies par les actes ou conventions particulières dispensant de ces droits la ou les parties contractantes.

Article 43 : Les fournisseurs et prestataires de services doivent, avant tout commencement d'exécution des travaux, s'assurer que le bon de commande ou le marché a bien été visé par le Directeur du Contrôle Financier, sous peine de ne pouvoir prétendre au paiement sur le Budget de l'Etat de leur facture.

Article 44 : Le montant maximum autorisé des achats sur facture est fixé comme suit :

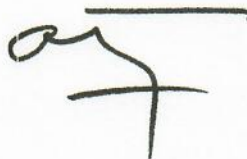
- dépenses d'alimentations de fournitures et d'équipement	7.500.000 F CFA
- dépenses de prestation de service	8.500.000 F CFA
- dépenses de travaux	15.000.000 F CFA

Au-delà de ces limites, la procédure d'achat sur marché est obligatoire.

Article 45 : Au début de chaque exercice, le Ministère des Finances publie la liste des entreprises habilitées à travailler pour le compte de l'Etat. Cette liste est révisable tous les six mois. Le visa du Contrôle Financier ne pourra pas être délivré à un fournisseur ne figurant pas sur cette liste.

Article 46 : Tout administrateur de crédits ayant certifié un service fait sans que la prestation, la fourniture ou les travaux aient été exécutés sera pécuniairement responsable vis-à-vis de l'Etat du montant du paiement effectué irrégulièrement. Un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'administrateur concerné, sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être menées contre lui.

Article 47 : Tout gestionnaire de caisse d'avance, qui n'aurait pas apuré une précédente dans un délai d'un mois n'a pas droit à une autre. Un ordre de recette sera établi à l'encontre du gestionnaire concerné, trois mois après la décision de création de la caisse d'avance et après un rappel par l'ordonnateur ou le comptable public.

A handwritten signature or mark consisting of a horizontal line at the top, a vertical line extending downwards from the center, and a horizontal line at the bottom, with a small loop on the left side.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 48 : Il est autorisé, l'arrêt et l'apurement définitifs des comptes de l'Etat antérieurs à l'exercice 2002 sans préjudice des droits constatés.

Un arrêté du Ministre chargé des Finances précise les modalités d'application de la présente disposition.

Article 49 : La date limite des engagements de l'Etat pour l'exercice 2002 est fixée au 15 novembre 2002.

Article 50 : La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2002 est fixée au 31 décembre 2002.

Article 51 : Un arrêté du Ministre chargé des Finances et du Budget déterminera la période complémentaire pour la comptabilisation des dépenses ordonnancées au titre de l'année 2002.

Article 52 : Les dispositions des Lois de Finances antérieures non expressément abrogées restent en vigueur.

Article 53 : La présente Loi, qui prend effet à compter de la date de sa promulgation, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République Centrafricaine./-



Fait à BANGUI, le 15 JAN. 2002

A handwritten signature in black ink, appearing to be "A. Patasse".

Ange Félix PATASSE

**TABLEAU
D'EQUILIBRE**

**EQUILIBRE GENERAL
DE LA LOI DE FINANCES 2002**

<i>(en milliers de F.CFA)</i>	Loi de Finances initiale 2 001	Loi de Finances Rectificatives 2 001	Loi de Finances 2 002	Variation 2002/ 2001 (%)
Charges				
Dépenses primaires	51 951 948	51 058 988	54 234 495	6,22
Traitement et salaires	27 697 443	29 572 920	30 634 490	3,59
Biens et services	15 654 925	14 288 225	15 302 925	7,10
Transferts et subventions	8 599 580	7 197 843	8 297 080	15,27
Service de la dette	24 783 863	24 783 863	30 521 949	23,15
Intérêt	7 695 610	7 695 610	8 230 289	6,95
Capital	17 088 253	17 088 253	22 291 660	30,45
Dépenses d'équipement	58 371 400	34 102 845	74 700 115	197
Budget de l'Etat	12 720 000	10 997 000	15 543 200	41,34
Financements extérieurs	45 651 400	23 105 845	59 156 915	156,03
Total des charges	135 107 211	109 945 696	159 456 559	45,03
Ressources				
Recettes fiscales	57 424 000	46 835 312	57 655 000	23,10
Revenu des domaines	1 672 000	9 392 305	3 164 000	-66,31
Recettes et produits divers	7 551 000	8 883 810	8 777 000	-1,20
Contributions, subventions Fonds de concours et produits participation	400 000	400 000	400 000	0,00
Recettes à affectation spéciale	5 320 000	4 298 000	4 485 000	4,35
Recettes exceptionnelles	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0,00
Produits des avals	550 000	550 000	550 000	0,00
Ressources propres	73 917 000	71 359 427	76 031 000	6,55
Ressources extérieures	45 651 400	23 105 845	59 156 915	156,03
Total des ressources	119 568 400	94 465 272	135 187 915	43,11
Déficit Budgétaire	-15 538 811	-15 480 424	-24 268 644	56,77
Solde Primaire	7 695 052	7 753 439	4 703 305	-39,34

RESSOURCES

TABLEAU PREVISIONNEL DETAILLÉ DES RESSOURCES

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
RECETTES FISCALES	56 349 000	57 424 000	46 835 312	57 655 000	10 819 688	23,1
IMPOTS DIRECTS	12 645 000	16 280 000	12 640 887	14 816 000	2 175 113	17,2
Impôts forfaitaires sur le revenu	1 325 000	2 995 000	1 700 522	2 737 000	1 036 478	61,0
Impôts sur le revenu	3 600 000	3 535 000	2 764 470	3 243 000	478 530	17,3
Impôts sur les sociétés	2 300 000	4 050 000	2 561 400	2 381 000	-180 400	-7,0
Impôts fonciers	500 000	300 000	192 335	300 000	107 665	56,0
Patentes et Licences	1 900 000	2 200 000	2 086 795	2 135 000	48 205	2,3
Impôt libérateur	0	400 000	725 985	1 200 000	474 015	-
Autres impôts directs	3 020 000	2 800 000	2 609 380	2 820 000	210 620	8,1
IMPOTS INDIRECTS	42 733 000	39 953 000	33 371 315	41 854 000	8 482 685	25,4
Impôts indirects DGID	10 865 000	22 618 000	11 551 120	12 735 000	1 183 880	10,2
Droits et Taxes à l'importation	24 784 000	12 117 000	17 351 115	22 248 000	4 896 885	28,2
Droits et Taxes à l'exportation	2 884 000	2 800 000	2 369 080	2 401 000	31 920	1,3
Autres recettes douanières	4 200 000	2 418 000	2 100 000	4 470 000	2 370 000	112,9
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES	810 000	1 100 000	769 110	930 000	160 890	20,9
TAXES ACCESSOIRES	161 000	91 000	54 000	55 000	1 000	1,9
REVENUS DES DOMAINES	1 362 940	1 672 000	9 392 305	3 164 000	-6 228 305	-66,3
RECETTES ET PRODUITS DIVERS	4 775 000	7 551 000	8 883 810	8 777 000	-106 810	-1,2
Recettes des exploitations & services	223 000	290 000	212 000	212 000	0	0,0
Produits divers	1 128 000	2 672 000	3 990 000	4 719 000	0	0,0
Comptes d'affectation spéciale	3 424 000	4 589 000	4 681 810	3 846 000	0	0,0
CONTRIBUTIONS SUBVENTIONS FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS DE PARTICIP.	400 000	400 000	400 000	400 000	0	0,0
Produits de participation	400 000	400 000	400 000	400 000	0	0,0
RECETTES A AFFECTATION SPEC.	5 129 000	5 320 000	4 298 000	4 485 000	187 000	4,4
Fonds Routier	3 166 000	3 632 000	2 570 000	2 557 000	-13 000	-0,5
Autres recettes affectées	1 963 000	1 688 000	1 728 000	1 928 000	200 000	11,6
RECETTES EXCEPTIONNELLES	2 400 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,0
PRODUITS DES AVALS	550 000	550 000	550 000	550 000	0	0,0
TOTAL RESSOURCES	70 965 940	73 917 000	71 359 427	76 031 000	4 671 573	6,5

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 01 - RECETTES FISCALES	56 349 000	57 424 000	46 835 312	57 655 000	10 819 688	23,1
CHAPITRE 1 - IMPOTS DIRECTS	12 645 000	16 280 000	12 640 887	14 816 000	2 175 113	17,2
1-01 - Impôts forfaitaires sur le revenu	1 325 000	2 995 000	1 700 522	2 737 000	1 036 478	61,0
1-01-01 - Impôt forfaitaire revenu Personnes Physiques	1 300 000	2 900 000	1 597 879	2 500 000	902 121	56,5
1-01-02 - Taxe additionnelle	25 000	95 000	102 643	237 000	134 357	130,9
1-02 - Impôts sur le revenu	3 600 000	3 535 000	2 764 470	3 243 000	478 530	17,3
1-02-01 - Impôt sur le revenu	1 500 000	2 025 000	1 628 805	1 821 000	192 195	11,8
1-02-02 - Minimum. Fiscal/Bénéf. Industriel et Commerci	1 000 000	650 000	225 360	301 000	75 640	33,6
1-02-04 - Retenus sur Revenus Capitaux Mobiliers (RCM)	100 000	60 000	100 750	121 000	20 250	20,1
1-02-05 - Autres (T/achats Diamants)	1 000 000	800 000	809 555	1 000 000	190 445	23,5
1-03 - Impôts sur les sociétés	2 300 000	4 050 000	2 561 400	2 381 000	-180 400	-7,0
1-03-01 - Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	2 000 000	3 850 000	2 129 765	2 000 000	-129 765	-6,1
1-03-02 - Impôts sur les sociétés	300 000	200 000	431 635	381 000	-50 635	-11,7
1-04 - Impôts fonciers	500 000	300 000	192 335	300 000	107 665	56,0
1-04-01 - Contrib. foncière des propriétés baties	410 000	250 000	192 335	300 000	107 665	56,0
1-04-02 - Contrib. foncière non baties	90 000	50 000	0	0	0	-
1-05 - Patentes et licences	1 900 000	2 200 000	2 086 795	2 135 000	48 205	2,3
1-05-01 - Contribution des patentes/Licences	1 700 000	1 929 000	2 086 795	2 000 000	-86 795	-4,2
1-05-02 - Contribution des licences	200 000	271 000	0	135 000	135 000	-
1-06 - Pénalités	320 000	300 000	109 380	320 000	210 620	192,6
1-06-01 - Majoration pour retard	20 000	20 000	20 000	20 000	0	0,0
1-06-02 - Pénalités Direction Générale Impôts et Domain	300 000	280 000	89 380	300 000	210 620	235,6
1-07 - Impôt libératoire	0	400 000	725 985	1 200 000	474 015	65,3
1-07-01 - Impôt libératoire	0	400 000	725 985	1 200 000	474 015	65,3
1-08 - Recettes sur exercices antérieurs	2 700 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	0	0,0
1-08-01 - Recettes sur exercices antérieurs	2 700 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAPITRE 2 - IMPOTS INDIRECTS	42 733 000	39 953 000	33 371 315	41 854 000	8 482 685	25,4
2-01 - Taxe sur valeur ajoutée et Droits d'Accise	8 960 000	20 528 000	10 187 620	10 733 000	545 380	5,4
2-01-01 - Taxe sur valeur ajoutée (TVA)	7 460 000	18 628 000	9 456 470	10 000 000	543 530	5,7
2-01-02 - Droits d'Accises	1 500 000	1 900 000	731 150	733 000	1 850	0,3
2-02 - Autres impôts indirects	1 655 000	1 785 000	1 173 875	1 702 000	528 125	45,0
2-02-01 - Contribution au développement social	1 550 000	1 580 000	1 048 775	1 500 000	451 225	43,0
2-02-03 - Taxe sur les transferts de fonds	100 000	200 000	124 080	200 000	75 920	61,2
2-02-04 - Taxe sur les produits de jeux	5 000	5 000	1 020	2 000	980	96,1
2-03 - Pénalités	250 000	305 000	189 625	300 000	110 375	58,2
2-03-01 - Pénalités	250 000	305 000	189 625	300 000	110 375	58,2
2-04 - Droits et taxes à l'importation	24 784 000	12 117 000	17 351 115	22 248 000	4 896 885	28,2
2-04-01 - Droits de douanes	6 970 000	5 593 000	6 450 690	6 272 000	-178 690	-2,8
2-04-02 - Droits d'Accises	650 000	1 032 000	1 129 070	882 000	-247 070	-21,9
2-04-03 - Taxe chiffre d'affaires Import.	8 080 000	0	0	0	0	0
2-04-04 - Taxe sur la valeur ajoutée	0	0	1 537 400	7 852 000	6 314 600	10,1
2-04-05 - Taxe Pétrolière	5 508 000	5 060 000	6 208 135	6 836 000	627 865	10,1
2-04-06 - Taxe complémentaire Hydrocarbures	1 890 000	0	0	0	0	0
2-04-08 - Taxe sur consommation hydrocarbures	560 000	0	0	0	0	0
2-04-09 - Financement dépôts intérieurs	315 000	0	0	0	0	0
2-04-10 - Recherche et exploration	201 000	0	0	0	0	0
2-04-11 - Redev. pour gestion des exonérations	10 000	30 000	36 150	20 000	-16 150	-44,7
2-04-13 - Redevance Conseil Centrafricain Chargeur	100 000	102 000	70 000	188 000	118 000	168,3
2-04-14 - Autres perceptions	500 000	300 000	1 919 670	198 000	-1 721 670	-89,7
2-05 - Droits et taxes à l'exportation	2 884 000	2 800 000	2 369 080	2 401 000	31 920	1,3
2-05-01 - Droits de sorties autres	2 884 000	2 800 000	2 369 080	0	-2 369 080	-100,0
2-05-02 - Droits de sorties sur bois	0	0	0	2 401 000	2 401 000	0
2-07 - Autres recettes intérieures	4 400 000	3 200 000	3 100 000	4 350 000	1 250 000	40,3
2-07-01 - Produit du contentieux douane	400 000	200 000	100 000	350 000	250 000	250,0
2-07-02 - Droits sur projets d'investissement	4 000 000	3 000 000	3 000 000	4 000 000	1 000 000	33,3
2-08 - Recettes sur exercices antérieurs	550 000	218 000	0	120 000	120 000	-
2-08-01 - Recettes sur exercices antérieurs	550 000	218 000	0	120 000	120 000	-
2-09 - Prélèvement sur recettes fiscales	-750 000	-1 000 000	-1 000 000	0	1 000 000	-100,0
2-09-01 - Remboursement crédits TCA SOCOCA	-750 000	0	0	0	0	0
2-09-02 - Remboursement crédits TCA	0	-1 000 000	-1 000 000	0	1 000 000	-

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 3 - DROITS D'ENREGIST. ET TIMB.	810 000	1 100 000	769 110	930 000	160 890	20,9
3-01 - Droits d'enregistrement	550 000	750 000	496 540	600 000	103 460	20,8
3-01-01 - Droits d'enregistrement	550 000	750 000	496 540	600 000	103 460	20,8
3-02 - Pénalités	10 000	10 000	27 800	30 000	2 200	7,9
3-02-01 - Pénalités	10 000	10 000	27 800	30 000	2 200	7,9
3-03 - Droits de timbre	250 000	340 000	244 770	300 000	55 230	22,6
3-03-01 - Droits de timbre	250 000	340 000	244 770	300 000	55 230	22,6
CHAPITRE 4 - TAXES ACCESSOIRES	161 000	91 000	54 000	55 000	1 000	1,9
4-01 - Taxes accessoires	70 000	20 000	13 000	14 000	1 000	7,7
4-01-02 - Taxes sur les armes à feu	30 000	15 000	10 300	11 000	700	6,8
4-01-03 - Commissions sur les transferts	40 000	5 000	2 700	3 000	300	11,1
4-02 - Taxes pour services rendus	91 000	71 000	41 000	41 000	0	0,0
4-02-01 - Délivrance permis de chasse	20 000	20 000	10 000	10 000	0	0,0
4-02-03 - Délivrance permis de conduire	50 000	30 000	10 000	10 000	0	0,0
4-02-04 - Délivrance de cartes grises	15 000	15 000	15 000	15 000	0	0,0
4-02-06 - Autres recettes sur véhicules	6 000	6 000	6 000	6 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 02 - REVENUS DES DOMAINES	1 362 940	1 672 000	9 392 305	3 164 000	-6 438 305	-68,5
CHAPITRE 5 - REVENUS DES DOMAINES	1 362 940	1 672 000	9 392 305	3 164 000	-6 438 305	-68,5
5-01 - Revenus du domaine immobilier	109 000	99 000	7 756 760	1 207 000	-6 549 760	-84,4
5-01-02 - Domaine privé	20 000	20 000	20 000	20 000	0	0,0
5-01-03 - Location base aéroportuaire	0	0	7 560 000	0	-7 560 000	
5-01-04 - Location de logements	30 000	10 000	10 000	10 000	0	0,0
5-01-05 - Taxe de publicité foncière	51 500	51 500	122 495	131 000	8 505	6,9
5-01-08 - Taxe domaniale	5 000	5 000	5 065	3 000	-2 065	-40,8
5-01-09 - Bornages	2 500	2 500	4 900	5 000	100	2,0
5-01-10 - Cessions logements	0	10 000	34 300	1 038 000	1 003 700	2 926,2
5-02 - Revenus eaux, forêts, pêche, chasse	1 222 940	1 492 000	1 568 235	1 678 000	109 765	7,0
5-02-01 - Recettes forestières (taxe abat. et loyer)	1 126 440	1 373 500	1 449 235	1 558 000	108 765	7,5
5-02-02 - Taxes d'abattage chasseurs résidents	3 000	3 000	3 500	4 000	500	14,3
5-02-03 - Taxes d'abattage non résidents	87 500	87 500	87 500	88 000	500	0,6
5-02-04 - Vente cornes et peaux	3 000	3 000	3 000	3 000	0	0,0
5-02-05 - Transactions forêts et chasses (ristournes)	3 000	3 000	3 000	3 000	0	0,0
5-02-06 - Taxe d'amodiation domaines de chasse	0	22 000	22 000	22 000	0	0,0
5-03 - Revenus des mines	20 000	70 000	61 430	273 000	1 570	2,6
5-03-01 - Domaine minier	20 000	20 000	11 430	13 000	1 570	13,7
5-03-02 - Saisies du service des mines	0	50 000	50 000	50 000	0	-
5-03-03 - Produits recherches pétrolières	0	0	0	210 000		
5-04 - Revenus mobiliers	11 000	11 000	5 880	6 000	120	2,0
5-04-01 - Revenus des biens mobiliers	10 000	10 000	980	1 000	20	2,0
5-04-02 - Recettes du journal officiel	1 000	1 000	4 900	5 000	100	2,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 03 - RECETTES ET PRODUITS DIVERS	4 775 000	7 551 000	8 883 810	8 777 000	-106 810	-1,2
CHAP. 6 - RECETTES D'EXPLOITATION DES SERV.	223 000	290 000	212 000	212 000	0	0,0
6-02 - Services de l'élevage	1 000	1 000	1 000	1 000	0	0,0
6-02-01 - Services de l'élevage	1 000	1 000	1 000	1 000	0	0,0
6-03 - Service de santé publique	40 000	40 000	40 000	40 000	0	0,0
6-03-01 - Produits journées hospitalisation (public)	10 000	10 000	10 000	10 000	0	0,0
6-03-02 - Produits journées hospitalisation (privé)	10 000	10 000	10 000	10 000	0	0,0
6-03-03 - Reversement honoraires	10 000	10 000	10 000	10 000	0	0,0
6-03-04 - Prod. cession hôpitaux (analyses, radios)	10 000	10 000	10 000	10 000	0	0,0
6-04 - Services judiciaires et pénitenciers	30 000	126 000	50 000	50 000	0	0,0
6-04-02 - Amendes et frais de justice	30 000	126 000	50 000	50 000	0	0,0
6-07 - Service des travaux publics	2 000	1 000	1 000	1 000	0	0,0
6-07-02 - Garages régionaux fiches vérification technique	2 000	1 000	1 000	1 000	0	0,0
6-08 - Services de l'urbanisme	10 000	8 000	3 000	3 000	0	0,0
6-08-01 - Recettes du cadastre	1 000	1 000	1 000	1 000	0	0,0
6-08-02 - Ordonnances arbitrales et autres	9 000	7 000	2 000	2 000	0	0,0
6-09 - Services Radio /Télévision	60 000	37 000	40 000	40 000	0	0,0
6-09-01 - Communiqués	40 000	27 000	28 500	28 000	-500	-1,8
6-09-02 - Publicités	20 000	10 000	11 500	12 000	500	4,3
6-10 - Services Education Nationale	80 000	77 000	77 000	77 000	0	0,0
6-10-01 - Droits d'inscription	30 000	27 000	27 000	27 000	0	0,0
6-10-02 - Droits d'examen	50 000	50 000	50 000	50 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAPITRE 7 - PRODUITS DIVERS	1 128 000	2 672 000	3 990 000	4 719 000	729 000	18,3
7-01 - Amendes et transactions	8 000	30 000	25 000	25 000	0	0,0
7-01-01 - Amendes forfaitaires police gendarmerie	5 000	20 000	15 000	15 000	0	0,0
7-01-02 - Transactions du contrôle économique	3 000	10 000	10 000	10 000	0	0,0
7-02 - Produits divers	0	305 000	1 000 000	1 000 000	0	-
7-02-01 - Produits divers	0	305 000	1 000 000	1 000 000	0	-
7-03 - Sureté aéroport	70 000	70 000	70 000	70 000	0	0,0
7-03-01 - Sureté aéroport	70 000	70 000	70 000	70 000	0	0,0
7-04 - Taxe Cession Diam. Tall. Priv.	50 000	50 000	50 000	50 000	0	0,0
7-04-01 - Taxe Cession Diamants Taileries Privées	50 000	50 000	50 000	50 000	0	0,0
7-05 - Retenues et reversement sur pensions et salaires	0	1 865 000	2 493 000	2 628 000	135 000	5,4
7-05-01 - Retenues et reversement sur pensions	0	0	628 000	628 000	0	-
7-05-02 - Retenues et reversement sur salaires	0	1 865 000	1 865 000	2 000 000	135 000	7,2
7-06 - Produits d'investissement	900 000	306 000	306 000	900 000	594 000	194,1
7-06-01 - Produits d'investissement	900 000	306 000	306 000	900 000	594 000	194,1
7-07 - Redevance Statistique	100 000	46 000	46 000	46 000	0	0,0
7-07-01 - Redevance Statistique	100 000	46 000	46 000	46 000	0	0,0
CHAPITRE 8 - COMPTES D'AFFECTATION SPEC.	3 424 000	4 589 000	4 681 810	3 846 000	-835 810	-17,9
8-01 - Compte d'Affectation Spéciale Droits et Taxes sur diamants et or	2 000 000	2 875 000	2 971 810	2 248 000	-723 810	-24,4
8-01-01 - Droits de sortie diamant et or	1 200 000	2 500 000	2 596 810	1 873 000	-723 810	-27,9
8-01-02 - IMF sur diamants et or	600 000	0	0	0	0	0,0
8-01-03 - Taxes de promotion minière	200 000	375 000	375 000	375 000	0	0,0
8-02 - Compte d'Affectation Spéciale de développement Forestier et Touristique	950 000	1 300 000	1 300 000	1 127 000	-173 000	-13,3
8-02-01 - Produits Développement Forestier et Touristique	950 000	1 300 000	1 300 000	1 127 000	-173 000	-13,3
8-03 - Compte d'Affectation Spéciale Equipement Urbain	114 000	114 000	110 000	110 000	0	0,0
8-03-01 - Aménagement et Equipements urbains	114 000	114 000	110 000	110 000	0	0,0
8-04 - Compte d'Affectation Spéciale Redevance Informatique	360 000	300 000	250 000	250 000	0	0,0
8-04-01 - Redevance Informatique Finances	360 000	300 000	250 000	250 000	0	0,0
8-05 - Compte d'Affectation Spéciale Entretien des installations et extension réseau eau	0	0	50 000	111 000	61 000	122,0
8-05-01 - Produits d'équipement des réseaux hydrauliques	0	0	50 000	111 000	61 000	122,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 4 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS	400 000	400 000	400 000	400 000	0	0,0
FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION						
CHAPITRE 9 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS	400 000	400 000	400 000	400 000	0	0,0
FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION						
9-01- Produit Participation	400 000	400 000	400 000	400 000	0	0,0
9-01-01 - Produit Participation	200 000	200 000	200 000	200 000	0	0,0
9-01-02 - Dividendes BEAC	200 000	200 000	200 000	200 000	0	0,0
TITRE 6 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	2 400 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,0
CHAPITRE 10 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	2 400 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,0
10-01-01 - Vente de participation	2 400 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,0
10-01-03 - Fonds de Concours	0	0	0	0	0	0,0
TITRE 7 - PRODUITS DES AVALS	550 000	550 000	550 000	550 000	0	0,0
CHAPITRE 11 - REMBOURSEMENT SUR AVALS	550 000	550 000	550 000	550 000	0	0,0
11-01-01 - Remboursements sociétés d'Etat	400 000	400 000	400 000	400 000	0	0,0
11-01-02 - Autres remboursements	150 000	150 000	150 000	150 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	PREVISION 2000	PREVISION 2001	COLLECTIF 2001	CREDITS 2002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 8 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	5 129 000	5 320 000	4 298 000	4 485 000	187 000	4,4
CHAP. 12 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	5 129 000	5 320 000	4 298 000	4 485 000	187 000	4,4
12-02 - Fonds Routier	3 166 000	3 632 000	2 570 000	2 557 000	-13 000	-0,5
12-02-01 - Redevance d'usage routier	2 430 000	2 860 000	1 860 000	1 847 000	-13 000	-0,7
12-02-02 - Amendes de surcharges	160 000	160 000	100 000	100 000	0	0,0
12-02-03 - Taxe à l'essieu	100 000	96 000	70 000	70 000	0	0,0
12-02-04 - Prestations DMTP	100 000	100 000	100 000	100 000	0	0,0
12-02-05 - Bacs	6 000	6 000	10 000	10 000	0	0,0
12-02-06 - Recettes diverses	20 000	10 000	30 000	30 000	0	0,0
12-02-07 - Péages routiers	350 000	400 000	400 000	400 000	0	0,0
12-03- Taxe Communautaire CEMAC	433 000	400 000	400 000	600 000	200 000	50,0
12-03-01- Taxe Communautaire d'intégration	400 000	380 000	380 000	300 000	-80 000	-21,1
12-03-02- Taxe de Préférence Communautaire	33 000	20 000	20 000	300 000	280 000	1 400,0
12-04 - Recettes des hopitaux	1 500 000	1 248 000	1 248 000	1 248 000	0	0,0
12-04-01 - Ventes des médicaments	1 000 000	348 000	348 000	348 000	0	0,0
12-04-02 - Recettes des hopitaux	500 000	900 000	900 000	900 000	0	0,0
12-05 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage	30 000	40 000	80 000	80 000	0	0,0
12-05-01 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage	30 000	40 000	80 000	80 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	70 965 940	73 917 000	71 359 427	76 031 000	4 671 573	6,5

**DEPENSES
DE
FONCTIONNEMENT**

DEPENSES BUDGETAIRES TABLEAU DE SYNTHESE

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
DEPENSES PRIMAIRES	51 951 948	51 068 988	54 234 495	3 175 507	6
Traitement et Salaires	27 897 443	29 572 920	30 634 490	1 061 570	4
Personnel Titulaire	26 816 458	28 691 935	29 332 140	640 205	2
Personnel Temporaire	880 985	880 985	1 302 350	421 365	48
Biens et Services	15 654 925	14 288 225	15 302 925	1 014 700	7
Fonds spéciaux	165 550	190 000	162 500	-27 500	-4
Frais de mission	350 000	450 000	480 000	30 000	7
Frais de transport	780 000	1 090 000	984 500	-105 500	-10
Location immeubles	475 000	332 500	300 000	-32 500	-10
Consommations publiques	1 571 375	1 154 535	1 114 550	-39 985	-3
Autres (matériels et fournitures)	12 312 000	11 071 190	12 261 375	1 190 185	11
Transferts et Subventions	8 589 580	7 197 843	8 297 080	1 099 237	15
Pensions et OCSS	2 864 400	2 852 000	2 839 700	-12 300	0
Bourses	1 483 380	1 483 380	1 433 380	-50 000	-3
Organismes nationaux	3 230 000	2 132 463	3 095 000	962 537	45
Organismes internationaux	1 021 800	730 000	929 000	199 000	27
SERVICE DE LA DETTE	24 713 863	24 783 863	30 521 949	5 738 086	23
1°) Intérêts	7 695 610	7 695 610	8 230 289	534 679	7
Extérieurs	5 925 130	5 925 130	6 488 949	563 819	10
Dettes multilatérales	3 405 550	3 405 550	3 155 370	-250 180	-7
Dettes bilatérales	2 519 580	2 519 580	3 333 579	813 999	32
Intérieurs	1 770 480	1 770 480	1 741 340	-29 140	-2
Commission FMI	70 140	70 140	76 000	5 860	8
BEAC	1 265 000	1 265 000	1 230 000	-35 000	-3
Banques commerciales	335 340	335 340	335 340	0	0
Autres	100 000	100 000	100 000	0	0
2°) Capital	17 088 253	17 088 253	22 291 660	5 203 407	30
Extérieur	15 878 360	15 878 360	20 839 660	4 961 300	31
Intérieur	1 209 893	1 209 893	1 452 000	242 107	20
DEPENSES D'EQUIPEMENT	58 371 400	34 102 845	74 700 115	40 597 270	119
Budget de l'Etat	12 720 000	10 997 000	15 543 200	4 546 200	41
Droits de douanes Projets	3 000 000	3 000 000	4 000 000	1 000 000	33
Budget Extraordinaire en capital	9 720 000	7 997 000	11 543 200	3 546 200	44
Financements extérieurs	45 651 400	23 105 845	59 156 915	36 051 070	156
Subventions	38 491 400	21 795 845	51 856 915	30 061 070	138
Prêts	7 160 000	1 310 000	7 300 000	5 990 000	457
DEPENSES TOTALES	135 107 211	109 945 686	159 456 559	49 510 863	45

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 1 : DETTE PUBLIQUE	24 783 863	24 783 863	30 521 949	5 738 086	0
TITRE 2 : MOYENS DES SERVICES	38 661 875	38 827 514	41 110 415	2 282 901	6
dont :					
- MASSE SALARIALE	27 623 598	29 572 919	30 634 490	1 061 571	4
- DEPENSES COURANTES ET DIVERSES	10 963 025	9 254 595	10 475 925	1 221 330	13
Présidence	1 222 000	1 211 150	1 476 050	264 900	22
Primature	321 450	285 430	372 450	87 020	30
Cour Constitutionnelle	23 750	16 625	16 900	275	2
Min. des Transports, Aviation Civile et du Désenclavement	34 000	0	0	0	15
Min. de l'Intérieur	302 500	246 450	283 900	37 450	39
Min. du Commerce, de l'Industrie et Promo du Secteur Privé	53 000	37 100	51 700	14 600	4
Min. de la Comm. des P.T. Nvelles. Techno. Culture et Francophonie	38 000	191 800	199 350	7 550	4
Min. de l'Equipement et des Transports de l'Habitat et de désenclav.	59 600	94 780	97 400	2 620	3
Min. de la Justice Garde des Sceaux	199 750	166 525	184 000	17 475	10
Min. de la Défense	1 168 200	1 134 600	1 420 700	286 100	25
Min. des Finances et Budget	620 100	452 570	648 500	195 930	43
Min. des Affaires Etrangères	702 800	543 550	614 575	71 025	13
Min. de l'Enseignement Supérieur et des Recherche Scientifiques	646 050	0	0	0	6
Min. de l'Education Nationale et Recherche Scientifique	1 685 600	1 782 125	1 892 800	110 675	6
Min. des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique	37 600	26 320	27 500	1 180	4
Min. de l'Economie, du Plan et Coop. Intern.	142 800	159 110	94 600	-64 510	-41
Min. de la Fonction Publique de l'Emploi et Prévoyance Sociale	63 500	44 450	64 800	20 350	46
Min. Chargé Relations Parlement	30 500	21 350	20 500	-850	-4
Min. de la Communication	229 425	0	0	0	157
Min. de la Jeunesse et des Sports	61 200	42 840	110 200	67 360	7
Min. des Aff. Sociales, de la Promo. de la Famille des Handicapés	159 000	148 300	137 300	-11 000	-7
Min. de la Santé et de la Population	2 751 600	2 441 780	2 538 600	96 820	4
Min. de la Promotion du Monde Rurale	206 600	150 620	167 200	16 580	11
Min. de la Culture	30 100	0	0	0	
Min. du Tourisme	30 500	0	0	0	
Min. des Eaux, Forêts, Chasses et Pêches Environ. Tourisme	47 100	46 620	46 500	-120	0
Min. de l'Urbanisme, de l'Habitat et Edifices Publics	36 300	0	0	0	
Min. Chargé de la Relation avec le Monde Arabe	35 000	0	0	0	
Conseil Economique et Social	15 000	10 500	10 400	-100	-1
TITRE 3 : DEPENSES COMMUNES	4 691 900	5 033 630	4 827 000	-206 630	-4
Dépenses courantes et diverses	3 561 900	3 493 630	3 362 500	-131 130	-4
Frais de mission	350 000	450 000	480 000	30 000	7
Frais de transport	780 000	1 090 000	984 500	-105 500	-10
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 589 500	7 197 843	8 297 080	1 099 237	15
Transferts Organismes nationaux	6 094 400	4 984 463	5 934 700	950 237	19
Transferts Organismes internationaux	1 021 800	730 000	929 000	199 000	27
Bourses et Frais annexes	1 483 380	1 483 380	1 433 380	-50 000	-3
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	73 661 968	75 842 358	84 756 444	8 913 594	12
DEPENSES COURANTES HORS DETTE	51 878 103	51 058 967	54 234 495	3 175 508	6

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	24 783 863	24 783 863	30 521 949	5 738 086	23
CHAP. 0 - SERVICE DE LA DETTE	24 783 863	24 783 863	30 521 949	5 738 086	23
0-0 - Dette extérieure	21 803 490	21 803 490	27 328 609	5 525 119	25
0-01 - Principal	15 878 360	15 878 360	20 839 660	4 961 300	31
0-01-01 - Dette Bilatérale	8 789 130	8 789 130	9 687 610	898 480	10
0-01-02 - Dette Bilatérale HCDP (Acompte)	0	0	0	0	
0-01-03 - Dette Bilatérale HCDP (Eché. supplém.)	416 000	416 000	1 186 000	770 000	185
0-01-04 - Dette Multilatérale	6 673 230	6 673 230	9 966 050	3 292 820	49
0-02 - Intérêts	5 925 130	5 925 130	6 488 949	563 819	10
0-02-01 - Dette Bilatérale	3 405 550	3 405 550	3 155 370	-250 180	-7
0-02-02 - Dette Bilatérale HCDP (Eché. supplém.)	0	0	0	0	
0-02-03 - Dette Multilatérale	2 519 580	2 519 580	3 333 579	813 999	32
0-1 - Dette intérieure	2 980 373	2 980 373	3 193 340	212 967	7
0-11 - Principal	1 209 893	1 209 893	1 452 000	242 107	20
0-11-01 - Rachats FMI	0		0	0	
0-11-02 - Autres (BEAC)	709 893	709 893	1 452 000	742 107	105
0-11-03 - Apurement dette BICA	500 000	500 000	0	-500 000	-
0-12 - Intérêts	1 770 480	1 770 480	1 741 340	-29 140	-2
0-12-01 - Intérêts/Commissions FMI	70 140	70 140	76 000	5 860	8
0-12-02 - Intérêts BEAC	1 265 000	1 265 000	1 230 000	-35 000	-3
0-12-03 - Intérêts banques commerciales	335 340	335 340	335 340	0	0
0-12-04 - Autres intérêts	100 000	100 000	100 000	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE II : MOYENS DES SERVICES	38 611 875	38 827 514	41 110 415	2 282 901	0
CHAP. 1 - PRESIDENCE	1 842 935	1 832 085	2 605 550	773 465	42
1-10 - Personnel	620 935	620 935	1 129 500	508 565	32
1-10-10 - Personnel titulaire	600 875	600 875	1 089 000	488 125	31
1-10-98 - Personnel appui Présidence	20 060	20 060	40 500	20 440	22
1-15 - Dépenses courantes et diverses	1 222 000	1 211 150	1 476 050	264 900	22
1-15-13 - Hotel Chef de L'ETAT	24 000	16 800	15 700	-1 100	-7
1-15-14 - Direction de Cabinet	5 000	3 500	3 500	0	0
1-15-15 - Cabinet militaire	2 500	1 750	1 800	50	3
1-15-16 - Secrétariat général	5 000	3 500	3 500	0	0
1-15-17 - Conseillers	3 000	2 100	2 200	100	5
1-15-18 - Direction Générale Protocole d'Etat	1 500	1 050	1 100	50	5
1-15-19 - Grande Chancellerie	1 000	700	700	0	0
1-15-20 - Presse Présidentielle	10 000	7 000	7 000	0	0
1-15-21 - Archives Nationales	1 500	1 050	1 100	50	5
1-15-22 - Palais de la Renaissance (entretien)	10 000	7 000	7 000	0	0
1-15-23 - Parcs et jardins entretiens	1 000	700	700	0	0
1-15-24 - Parc présidentiel d'AVAKABA (entretien)	4 500	3 150	3 100	-50	-2
1-15-25 - Parc auto présidentiel	11 600	8 120	7 900	-220	-3
1-15-26 - Avions Présidentiels	29 000	20 300	20 000	-300	-1
1-15-27 - Réceptions Palais de la Renaissance	15 000	15 000	13 000	-2 000	13
1-15-28 - Fonds spéciaux	135 000	150 000	135 000	-15 000	10
1-15-29 - Accueil personnalités de passage	20 000	14 000	14 800	800	6
1-15-30 - Entretien Mausolée B. BOGANDA	1 000	700	900	200	29
1-15-31 - Cabinet inspecteur général Etat	2 000	1 400	1 500	100	7
1-15-32 - Inspection Générale Etat	10 000	7 000	7 000	0	0
1-15-33 - Conseil discipline commission épuration	800	560	700	140	25
1-15-34 - Alimentation Services spéciaux sécurité	225 000	300 000	300 000	0	0
1-15-35 - Sécurité aéroport	10 000	10 000	8 700	-1 300	13
1-15-36 - Fonctionnement Services Spéciaux Sécurité	5 000	3 500	0	-3 500	-70
1-15-37 - Conseil de l'ordre	650	455	650	195	13
1-15-38 - Brochures Discours Chef de l'Etat	0	0	21 800	21 800	-
1-15-39 - Communication Présidence	0	0	26 100	26 100	-
1-15-40 - Comité de lutte contre l'incendie	3 000	2 100	0	-2 100	-
1-15-41 - Grande Chancellerie (Médailles)	35 000	35 000	30 500	-4 500	13
1-15-42 - Direction parc auto	1 000	700	700	0	0
1-15-43 - Mobilier résidence Chef de l'Etat	5 000	3 500	3 500	0	0
1-15-44 - Edition Discours Ouvrages Chef Etat	2 000	1 400	0	-1 400	-100
1-15-45 - Habillement Personnel domestique	1 500	1 050	1 000	-50	-5
1-15-46 - Unité Médicale Présidence	1 500	1 050	1 000	-50	-5
1-15-47 - Entretien Résidence Chef Etat	5 000	3 500	3 500	0	0
1-15-48 - Entretien Réparation Motos escorte	10 000	7 000	7 000	0	0
1-15-49 - Direction Générale de Documentation d'Etat	2 000	1 400	75 000	73 600	527
1-15-50 - Gouvernat Palais	1 000	700	900	200	29
1-15-51 - Direction Générale Gestion Ressources	2 500	1 750	1 700	-50	-3
1-15-52 - Mission Unité de Sécurité Présidentielle	50 000	50 000	43 500	-6 500	13
1-15-54 - Appui logistique et Quinzaine Svices spéciaux sécu.	87 500	87 500	87 000	-500	-1
1-15-55 - Eau	23 000	16 100	14 800	-1 300	-8
1-15-56 - Electricité	65 900	46 130	43 500	-2 630	-6
1-15-57 - Téléphone, Téléex, Fax	66 300	46 410	43 500	-2 910	-6
1-15-58 - Direction Générale Documentation	15 000	10 500	0	-10 500	-100
1-15-59 - Actions Présidentielles	75 000	85 000	65 300	-19 700	23
1-15-60 - Secrétariat Particulier Chef de l'Etat	2 200	1 540	1 600	60	4
1-15-61 - Abonnements périodiques	1 500	1 050	0	-1 050	-100
1-15-62 - Cellule juridique	3 000	2 100	0	-2 100	-
1-15-63 - Fonctionnement Chef d'Etat Major Particulier	1 500	1 050	1 050	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
1-15-64 - Quinzaine éléments motorisés	0	0	2 600	2 600	
1-15-65 - Habillement compagnie motorisée	0	0	8 700	8 700	
1-15-66 - Voyages présidentiels	0	0	210 000	210 000	
1-15-80 - Carburants et lubrifiants Gouvernat Palais	1 500	1 050	1 050	0	0
1-15-81 - Carburants et lubrifiants Comité lutte incendie	2 000	1 400	0	-1 400	
1-15-82 - Carburant missions présidentielles à l'exterieur.	100 000	115 000	100 000	-15 000	13
1-15-83 - Carburant et lubrifiant Chef d'Etat Major Particulier	1 000	700	700	0	0
1-15-89 - Carburants et lubrifiants Sces Spéciaux Sécurités	70 000	70 000	60 000	-10 000	14
1-15-90 - Carburants et lubrifiants Présidence	20 000	14 000	34 800	20 800	49
1-15-91 - Carburants et lubrifiants IGE	10 000	7 000	10 400	3 400	19
1-15-92 - Carburants et lubrifiants AVAKABA	1 500	1 050	1 300	250	24
1-15-93 - Carburants et lub. DG Gestion Ressources	3 000	2 100	2 200	100	5
1-15-94 - Carburants personnalités de passage	3 000	2 100	2 200	100	5
1-15-95 - Carburants et lubr. missions prés. int.	3 500	2 450	2 400	-50	-2
1-15-96 - Carburants et lubr. Direction Archiv. Nat.	750	525	700	175	33
1-15-97 - Carburants et lubr. Cab/Militaire	800	560	700	140	25
1-15-98 - Carburants Presse Présidentielle	2 500	1 750	1 700	-50	-3
1-15-99 - Carb. et lubrifiants Direction Générale Document.	8 000	5 600	6 100	500	9

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 3 - PRIMATURE	477 784	441 764	489 090	47 326	11
3-10 - Personnel	156 334	156 334	116 640	-39 694	25
3-10-10 - Personnel Titulaire Primature	61 893	61 893	69 240	7 347	42
3-10-11 - Personnel Titulaire Secrétariat Gal Gouv	49 398	49 398	16 700	-32 698	-9
3-10-12 - Personnel Titulaire Droits de l'Homme	14 108	14 108	4 000	-10 108	0
3-10-13 - Personnel titulaire Décentralisation	20 900	20 900	9 900	-11 000	0
3-10-94 - Personnel appui Décentralisation	1 819	1 819	3 000	1 181	77
3-10-95 - Personnel d'appui Droits de l'Homme	1 500	1 500	3 200	1 700	-3
3-10-97 - Personnel d'appui Secrétariat Général	2 553	2 553	4 300	1 747	-2
3-10-98 - Personnel d'appui ENAM	1 325	1 325	1 300	-25	0
3-10-99 - Personnel d'appui Primature	2 838	2 838	5 000	2 162	0
3-15 - Dépenses courantes et diverses	321 450	285 430	372 450	87 020	30
3-15-10 - Cabinet Premier Ministre	4 500	3 150	3 500	350	11
3-15-11 - Fonctionnement services Primature	6 000	4 200	8 700	4 500	107
3-15-12 - Entretien Primature	5 000	3 500	3 500	0	0
3-15-13 - Fonds spéciaux	31 550	40 000	27 500	-12 500	-31
3-15-15 - Hôtel du Premier Ministre	5 000	3 500	4 300	800	23
3-15-16 - Délégation Gle aux E/ses et Offices Publics	1 500	1 050	1 300	250	24
3-15-17 - Confection fascicule économie Société Etat	1 500	1 050	1 700	650	62
3-15-18 - Haut Com. Agroalimentaire Bio-Technologie	0	1 500	8 700	7 200	480
3-15-19 - CPRAC	2 000	1 400	1 700	300	21
3-15-20 - Traitement informatique CPRAC	7 000	4 900	5 200	300	6
3-15-21 - Réception Primature	20 000	20 000	15 000	-5 000	-25
3-15-24 - Presse Primature	4 000	2 800	2 600	-200	-7
3-15-25 - Parc Auto Primature	7 500	5 250	5 200	-50	-1
3-15-26 - Haut commi. à la Décentra. Régionalisation	15 000	10 500	8 700	-1 800	-17
3-15-27 - Action Gouvernementale	80 000	90 000	80 000	-10 000	-11
3-15-28 - Eau	17 000	11 900	12 200	300	3
3-15-29 - Electricité	15 000	10 500	10 900	400	4
3-15-30 - Téléphone, Téléx, Fax	27 500	19 250	19 600	350	2
3-15-31 - Cabinet Secrétariat Général Gouvernement	2 500	1 750	0	-1 750	100
3-15-32 - Fonctionnement services S.G.G	2 500	1 750	0	-1 750	100
3-15-33 - Journal Officiel	4 000	2 800	2 600	-200	-7
3-15-34 - ENAM	5 000	3 500	2 600	-900	-26
3-15-35 - Travaux Conseil Ministres	4 500	3 150	3 100	-50	-2
3-15-36 - Achat Ouvr. abon. frais imprim. ENAM	1 450	1 015	1 300	285	28
3-15-37 - Abon. revues et journaux S.G.G	450	315	0	-315	100
3-15-38 - Direction nationale des Grands travaux de l'Etat	0	0	20 000	20 000	
3-15-39 - Fournitures Elèves ENAM	0	0	4 350	4 350	
3-15-40 - Comité de privatisation	5 500	3 850	3 500	-350	-9
3-15-41 - Haut Comm. Droit de l'Homme	15 000	10 500	8 700	-1 800	-17
3-15-42 - Communication Primature	0	0	13 100	13 100	
3-15-43 - Suivi du PANEF	0	0	13 000	13 000	
3-15-44 - Fonctionnement Délégation Générale Désarm	0	0	2 000	2 000	
3-15-45 - Fonctionnement Directions Délégation	0	0	3 000	3 000	
3-15-47 - Fonctionnement comités Locaux Désarm	0	0	30 000	30 000	
3-15-46 - Fonctment Délégation intégration des jeunes	0	0	8 700	8 700	
3-15-89 - Carburant et lubrifiants Délégation et Directions	0	0	4 000	4 000	
3-15-90 - Carburant et lubrifiants S.G.G.	2 500	1 750	0	-1 750	-100

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 5 - MIN. TRANSP. ET AVIATION CIVILE	155 435	121 435	141 000	19 565	16
5-10 - Personnel	121 435	121 435	141 000	19 565	16
5-10-10 - Personnel titulaire transports	107 635	107 635	137 500	29 865	28
5-10-94 - Personnel d'appui Transport	8 000	8 000	3 500	-4 500	-56
5-10-95 - Personnel d'appui Agro-Météo	5 800	5 800	0	-5 800	-100
5-15 - Dépenses courantes et diverses	34 000	0	0	0	
5-15-10 - Cabinet	2 500	0	0	0	
5-15-11 - Secrétariat Général	1 800	0	0	0	
5-15-12 - Inspection Centrale	1 000	0	0	0	
5-15-13 - Directions Régionales	1 000	0	0	0	
5-15-15 - Direction Génér. Transport Surface	1 500	0	0	0	
5-15-16 - Direct. Générale Aviation Civile Météo	1 500	0	0	0	
5-15-17 - Eau	3 000	0	0	0	
5-15-18 - Electricité	3 000	0	0	0	
5-15-19 - Téléphone, Téléc, Fax	11 700	0	0	0	
5-15-90 - Carb. lub. Cabinet	2 500	0	0	0	
5-15-91 - Carb.lub. Fonctionn. Services centraux	1 500	0	0	0	
5-15-92 - Carb. lub. Directions Régionales	1 500	0	0	0	
5-15-93 - Carb. Lub Insp. Centrale et Chargés de Missions	1 500	0	0	0	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 6 MIN. INTERIEUR	2 493 818	2 437 768	2 713 500	275 732	11
6-10 - Personnel	2 191 318	2 191 318	2 429 600	238 282	11
6-10-10 - Personnel Titulaire	2 172 672	2 172 672	2 413 100	240 428	11
6-10-12 - Personnel d'appui	18 646	18 646	16 500	-2 146	12
6-15/16 - Dépenses courantes et diverses	302 500	246 450	283 900	37 450	15
6-15 - Dépenses courantes et diverses	302 500	242 950	280 000	37 050	15
6-15-10 - Cabinet ministre	2 500	1 750	2 200	450	26
6-15-11 - Inspection Centrale Admini. Sces Police	3 500	2 450	2 600	150	6
6-15-12 - Direction Générale de la police	4 000	2 800	3 000	200	7
6-15-14 - Secrétariat Général	2 000	1 400	1 600	200	14
6-15-15 - Direction Générale Sces Centraux	2 500	1 750	1 700	-50	-3
6-15-16 - Direction Générale Admini. Territoire	2 500	1 750	1 700	-50	-3
6-15-17 - Fonctionn. Préfets Chargés de Mission	2 500	1 750	1 700	-50	-3
6-15-18 - Mobilier, matériel et outillage	2 800	1 960	2 200	240	12
6-15-20 - Ecole nationale de la police	40 000	28 000	34 800	6 800	24
6-15-21 - Attaché de Presse	1 500	1 050	1 000	-50	-5
6-15-32 - Vacances école de police	3 000	3 000	2 600	-400	13
6-15-33 - Fonctionnement Direct. Gén Sécurité Civile	0	0	17 400	17 400	
6-15-40 - Administration préfectorale	10 000	7 000	7 000	0	0
6-15-41 - Administration Sous Préfectorale	13 000	9 100	9 600	500	5
6-15-42 - Imprimés passeport	30 000	30 000	26 100	-3 900	13
6-15-43 - Fonctionn. services migration - immigration	3 000	2 100	2 600	500	24
6-15-44 - Cellule de lutte contre le sida	4 500	3 150	2 600	-550	17
6-15-45 - Conférence annuelle des Préfets	0	0	5 200	5 200	-
6-15-61 - Habillement police	20 000	15 000	13 100	-1 900	13
6-15-70 - Equipement maintien de l'ordre	10 000	15 000	8 700	-6 300	42
6-15-71 - Instruments de musique	2 000	1 400	1 200	-200	14
6-15-72 - Eau	30 800	21 560	21 800	240	1
6-15-73 - Electricité	15 200	10 640	13 200	2 560	24
6-15-74 - Téléphone, Téléx, Fax	52 500	36 750	34 800	-1 950	-5
6-15-85 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
6-15-86 - Carb. et lub. Sces centraux Police	16 000	20 000	19 600	-400	-2
6-15-87 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure	5 000	3 500	3 500	0	0
6-15-88 - Carburants et lub. Préfets et S.Préfets	10 000	7 000	8 700	1 700	24
6-15-89 - Carb. et lub. Direct.Gén. Admini. Territ.	2 000	1 400	1 600	200	14
6-15-90 - Carburants et lubrifiants Ecole Police	1 700	1 190	1 300	110	9
6-15-91 - Carb. et lub. Inspection Centrale ATSP	1 500	1 050	1 300	250	24
6-15-92 - Carb. et lub. Sapeur pompier	0	0	13 100	13 100	
6-15-93 - Carb. et lub. Secrétaire Général	1 500	1 050	1 300	250	24
6-15-94 - Carb. et lub. Dir. Gén Services Centraux	2 000	1 400	1 700	300	21
6-15-95 - Carb. et lub. Préfets Chargés de Mission	1 500	1 050	1 300	250	24
6-15-96 - Carb. et lub. Direction migration - immigration	1 000	700	900	200	29
6-15-97 - Carb. et lub. Maintien sécurité	0	0	1 700	1 700	-
6-16 - Dépenses courantes et diverses	0	3 500	3 900	400	-
Cabinet du Ministre Délégué					
6-16-10 - Cabinet ministre	0	1 750	2 200	450	-
6-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet	0	1 750	1 700	-50	-

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 7 - MIN. COMMERCE, INDUSTRIE ARTISANAT, CHARG. DU SECT.PRIVE	216 650	200 750	247 350	46 600	23
7-10 - Personnel	163 650	163 650	195 650	32 000	20
7-10-10 - Personnel titulaire	162 650	162 650	194 500	31 850	20
7-10-91 - Personnel d'appui Ministère	1 000	1 000	1 150	150	15
7-15 - Dépenses courantes et diverses	53 000	37 100	51 700	14 600	39
7-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
7-15-11 - Secrétariat Général	1 800	1 260	1 400	140	11
7-15-12 - Direction Générale Services Centraux	1 700	1 190	1 300	110	9
7-15-13 - Direction Générale Services Régionaux	1 700	1 190	1 300	110	
7-15-14 - Foires et Expositions	5 000	3 500	6 500	3 000	86
7-15-15 - Accueils Missions Commerciales	2 700	1 890	3 000	1 110	59
7-15-17 - Directions Services régionaux	1 800	1 260	1 400	140	11
7-15-18 - Cellule investissement	1 500	1 050	1 000	-50	
7-15-19 - Impression Code Investissement	1 000	700	7 000	6 300	300
7-15-23 - Eau	1 800	1 260	1 400	140	11
7-15-24 - Electricité	3 000	2 100	2 200	100	5
7-15-25 - Téléphone, Téléx, Fax	18 000	12 600	13 100	500	4
7-15-90 - Carb. et lubr. cabinet	2 000	1 400	1 700	300	21
7-15-91 - Carb. et lubr. lutte et répression fraudes	3 500	2 450	2 600	150	6
7-15-92 - Carb. et lubr. Services	3 500	2 450	2 600	150	6
7-15-94 - Carb. et lubr. Cellule investissement	1 500	1 050	1 300	250	24
7-15-95 - Carb. et lubr. Directions régionales	0	0	1 700	1 700	-

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 8 - MIN.COMMUNICATION, P.T, CHARG. DES NVLES T, CULTURE ET FRANCOPHONIE	55 560	209 360	206 850	-2 510	-1
8-10 - Personnel	17 560	17 560	7 500	-10 060	57
8-10-10 - Personnel titulaire poste	16 720	16 720	5 500	-11 220	37
8-10-99 - Personnel Appui	840	840	2 000	1 160	38
8-15/16 - Dépenses courantes et diverses	38 000	191 800	199 350	7 550	4
8-15 - Dépenses courantes et diverses	38 000	188 300	195 450	7 150	4
8-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
8-15-11 - Secrétariat Général	0	0	2 600	2 600	
8-15-12 - Inspection Gle et Chargés Missions Postes	3 000	2 100	2 200	100	5
8-15-13 - Site Internet Gouvernement	25 000	17 500	17 400	-100	-1
8-15-14 - Eau	1 000	12 950	11 300	-1 650	13
8-15-15 - Electricité	1 000	51 450	44 800	-6 650	13
8-15-16 - Téléphone, Téléx, Fax	1 000	12 690	11 050	-1 640	13
8-15-17 - Fonctionnement Services Communication	0	700	700	0	0
8-15-18 - Entretien matériel radio	0	7 840	7 800	-40	-1
8-15-19 - Entretien matériel télévision	0	8 540	10 900	2 360	28
8-15-20 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)	0	6 650	7 000	350	5
8-15-21 - Acquisition fourmit. radio (T.D.F)	0	9 450	10 500	1 050	11
8-15-22 - Fonctionnement ACAP	0	1 400	7 000	5 600	400
8-15-23 - Dotation Haut Conseil de la Communication	0	0	0	0	
8-15-24 - Radio Rurale (entretien et fonctionnement)	0	21 000	21 800	800	4
8-15-25 - Dotation Forum de l'Unité	0	5 600	5 700	100	2
8-15-26 - Comité de la francophonie- ACCT	0	600	700	100	17
8-15-27 - Secrétariat Général Culture	0	1 050	0	-1 050	-100
8-15-28 - Direction Gle Développement et Promo. Culture	0	1 400	1 600	200	14
8-15-29 - Manifestations Culturelles	0	2 800	3 000	200	7
8-15-30 - Direction Générale Arts et Culture	0	1 400	1 600	200	14
8-15-31 - Fonctionnement Services Régionaux	0	700	700	0	0
8-15-32 - Musées Monuments Provinciaux	0	1 200	1 400	200	17
8-15-33 - Mobilier et matériel de bureau culture	0	1 050	2 200	1 150	110
8-15-34 - Direction Gle Ress. Humaines Culture	0	0	1 700	1 700	
8-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
8-15-91 - Carb. lub. Services Postes et Télécommunicat.	2 000	1 400	1 600	200	14
8-15-92 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale	0	11 200	10 900	-300	-3
8-15-93 - Carb. lub. Fonctionmt. Communication	0	1 750	1 700	-50	-3
8-15-94 - Carburants Direction Gle Arts et Culture	0	840	1 000	160	19
8-15-95 - Carb. et lub. fonctionmt services culture	0	700	700	0	0
8-15-96 - Carb. et Lub. D.Gle Dév. Promo. Cult.	0	840	1 000	160	19
8-15-97 - Carb. et Lub. D.Gle Ress Hum Culture	0	0	1 000	1 000	
8-16 - Dépenses courantes et diverses du Cabinet du Ministre Délégué	0	3 500	3 900	400	11
8-16-10 - Cabinet ministre	0	1 750	2 200	450	26
8-16-90 - Carb. et lub. Cabinet	0	1 750	1 700	-50	-3

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 9 - MIN. EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET HABITAT ET DE L'HABITAT CHARG. DESENCLAVMT	608 805	633 985	724 600	90 615	14
9-10 - Personnel	539 205	539 205	627 200	87 995	16
9-10-10 - Personnel titulaire T.P	531 905	531 905	465 700	-66 205	12
9-10-96 - Personnel d'appui TP	4 100	4 100	10 000	5 900	144
9-10-97 - Personnel d'appui Garages Régionaux	1 400	1 400	1 500	100	7
9-10-98 - Personnel d'appui Cellule	1 800	1 800	0	-1 800	-100
9-10-98 - Personnel d'appui Aménagement Territoire	0	0	150 000	150 000	
9-15/16 - Dépenses courantes et div.	69 600	94 780	97 400	2 620	3
9-15 - Dépenses courantes et diverses	69 600	91 280	93 500	2 220	2
9-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
9-15-11 - Secrétariat Général	1 500	1 050	1 300	250	24
9-15-12 - Inspection Centrale	1 500	1 050	1 000	-50	-5
9-15-16 - Matériel et Outillage Manif. Officielles	2 100	1 470	1 600	130	9
9-15-17 - Pièces détachées véhicules légers	1 500	1 050	1 000	-50	-5
9-15-18 - Entretien matériels roulants	12 000	8 400	8 700	300	4
9-15-20 - Direct. Génér. de l'Equipelement (TP)	1 200	840	900	60	7
9-15-22 - Direct. des Ressources (Services Appui)	1 300	910	1 000	90	10
9-15-23 - Directions Régionales de l'Equipelement	2 500	1 750	1 700	-50	-3
9-15-24 - Eau	5 500	7 210	6 300	-910	-13
9-15-25 - Electricité	7 600	11 620	7 500	-4 120	-55
9-15-26 - Téléphone, Téléx, Fax	13 000	21 350	18 600	-2 750	-3
9-15-27 - Cellule Planification Equipement	1 000	700	700	0	0
9-15-28 - Cellule Coordination Equipement	1 000	700	700	0	0
9-15-29 - Dir. Générale Aménagement du Territoire	1 200	840	900	60	7
9-15-30 - Dir. Générale des Etudes et de la Planification	1 200	840	900	60	7
9-15-31 - Secrétariat Général Transport	0	1 260	0	-1 260	
9-15-32 - Inspection Centrale Transport	0	700	0	-700	
9-15-33 - Directions Régionales Transport	0	700	700	0	0
9-15-34 - Direction Génér. Transport Surface	0	1 050	1 000	-50	-5
9-15-35 - Direct. Générale Aviation Civile Météo	0	1 050	1 000	-50	-5
9-15-36 - Inspection Centrale Habitat	0	1 050	1 000	-50	-5
9-15-37 - Dir. Génér. de l'Urbanisme Habitat et Edifices Publics	0	3 220	3 000	-220	-7
9-15-38 - DGLC	0	1 750	1 700	-50	-3
9-15-39 - Directions Régionales Urbanisme	0	1 050	1 000	-50	-5
9-15-40 - Entretien Matériels Topographiques	0	2 100	2 200	100	5
9-15-41 - Fonctionnement chargé de mission Habitat	0	0	1 300	1 300	
9-15-42 - Fonctionnement chargé de mission Transport	0	0	1 300	1 300	
9-15-43 - Fonctionnement chargé de mission Equipement	0	0	1 300	1 300	
9-15-88 - Carb. Lub. Inspection Générales Equipement	0	0	1 700	1 700	
9-15-89 - Carb. lub Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
9-15-90 - Carburants et lubrifiants Services Habitat	0	3 570	3 900	330	9
9-15-91 - Carburants et lubrifiants Services Centraux Equipemnt	6 000	4 200	4 900	700	17
9-15-92 - Carb. lub. Fonctionn. Services Centraux Transport	0	1 050	1 000	-50	-5
9-15-93 - Carburant et lubrifiant Cellules Planif. Et Coordin	500	350	1 200	850	243
9-15-94 - Carburant et lubrifiant Cellule Coordinat Equipement	500	350	0	-350	-100
9-15-95 - Carburant et lubrifiants Directions Régionales Equipmt	3 500	2 450	3 000	550	22
9-15-96 - Carb. lub. Directions Régionales Transport	0	1 050	1 300	250	24
9-15-97 - Carb. Lub Insp. Cent.	0	1 050	1 300	250	24
9-15-98 - Carb. Lub Chargés de mission.	0	0	3 000	3 000	
9-16 - Dépenses courantes et diverses du Cabinet du Ministre Délégué	0	3 500	3 900	400	11
9-16-10 - Cabinet ministre	0	1 750	2 200	450	26
9-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet	0	1 750	1 700	-50	-3

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP.10 - MIN. JUSTICE GARDE DES SCEAUX	897 224	863 999	1 151 800	287 801	33
10-10 - Personnel	697 474	697 474	967 800	270 326	39
10-10-10 - Personnel titulaire	686 000	686 000	961 000	275 000	40
10-10-09 - Personnel d'appui	11 474	11 474	6 800	4 674	41
10-15 - Dépenses courantes et diverses	199 750	166 525	184 000	17 475	10
10-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	18
10-15-20 - Fonctionnement OHADA	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-21 - Cour d'Appel Ouest	2 000	1 400	1 700	300	21
10-15-22 - Cour d'Appel Est	2 000	1 400	1 700	300	21
10-15-23 - Fonction Cour d'Appel Bangui	2 000	1 400	2 000	600	43
10-15-24 - Tribunal Grande Inst. Bangui	2 000	1 400	2 000	600	43
10-15-25 - Imprimés pièces d'exécution	2 500	1 750	1 700	-50	-3
10-15-27 - Direction administration pénitentiaire	1 500	1 050	1 300	250	17
10-15-28 - Direction Affaires Civiles et du Sceau	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-29 - Direction Affaires Criminelles et des Grâces	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-30 - Alimentation Maison Centrale	65 000	65 000	70 000	5 000	8
10-15-31 - Alimentation Etabliss. pénitentiaires provinciaux	22 000	22 000	25 000	3 000	14
10-15-32 - Fonctionnement maison centrale	500	350	400	50	14
10-15-35 - Entretien Maisons Pénitentiaires	2 000	2 000	1 700	-300	-15
10-15-36 - Fonct. C/SAF	2 000	1 400	1 500	100	7
10-15-37 - Fonct. Cour Cassation	2 500	1 750	2 600	850	49
10-15-38 - Fonct. Conseil Etat	3 000	2 100	2 600	500	24
10-15-39 - Fonct. Cour Comptes	2 500	1 750	2 600	850	49
10-15-40 - Cession criminelle	2 500	1 750	1 700	-50	-3
10-15-41 - Fonct. Inspection Générale Services Judiciaires	1 200	840	1 000	160	19
10-15-42 - Direction de la réforme du droit	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-43 - Tribunal pour enfants	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-44 - Fonct. Haute Cour Justice	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-46 - Tribunal administratif	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-47 - Tribunal de travail	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-48 - Eau	3 000	2 100	2 200	100	5
10-15-49 - Electricité	5 000	3 500	3 500	0	0
10-15-50 - Téléphone, Télex, Fax	11 500	8 050	8 300	250	3
10-15-51 - Achats mobiliers Tribunaux et Cours d'Appel	9 000	6 300	6 500	200	3
10-15-52 - Frais soins médic. maison pénit.	500	350	400	50	14
10-15-53 - Rentrés judiciaire	2 000	1 400	1 700	300	21
10-15-54 - CSM, C/CC, C/PPC	3 000	2 100	2 200	100	5
10-15-55 - Fonct. Direction Générale Services Judiciaires	1 950	1 365	1 700	335	24
10-15-56 - Commission Nationale Droit de l'enfant	1 100	770	800	30	4
10-15-57 - Tribunal Grande Instance Bangui (Arrondissement)	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-58 - Tribunal Grande Instance 2 ^e degré	4 000	2 800	3 000	200	7
10-15-59 - Tribunal de Commerce	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-73 - Tribunal Grande Instance 3 ^e degré	2 500	1 750	1 700	-50	-3
10-15-74 - Tribunaux Instances	1 000	700	700	0	0
10-15-84 - Carb. et Lub. Direction Service Admi. et Fin.	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-85 - Carb. Lubr. Tribunal commerce	1 000	700	700	0	0
10-15-86 - Carb. Lubr. Tribunal de Travail	1 000	700	700	0	0
10-15-87 - Carb. et Lub. Cour des Comptes	1 500	1 050	1 000	-50	-3
10-15-88 - Carb. Lubr. cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
10-15-89 - Carb. Lubr. Maison centrale	2 000	1 400	1 400	0	0
10-15-90 - Carb. et lub. Inspect Générale Judiciaire	2 000	1 400	1 400	0	0
10-15-91 - Carb. et lub. Cours d'Appel OUEST	0	0	1 300	1 300	100
10-15-92 - Carb. et lub. Cours d'Appel EST	0	0	1 300	1 300	100

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
10-15-93 - Carb lub Direction Gle Services Judiciares	3 000	2 100	2 200	100	5
10-15-94 - Carb lub Cour de Cassation	1 500	1 050	1 300	250	24
10-15-95 - Carb lub Conseil d'Etat	1 500	1 050	1 300	250	24
10-15-96 - Carb lub Haute Cour de justice	1 500	1 050	1 300	250	24
10-15-97 - Carb lub Cour d'Appel	1 500	1 050	1 200	150	14
10-15-98 - Carb lub TGI Bangui	1 000	700	900	200	29
10-15-99 - Carb lub Tribunal Administratif	1 000	700	900	200	29

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 11 - MIN. DEFENSE NATIONALE	6 788 428	8 554 828	7 395 200	-1 159 628	-14
11-10 - Personnel	5 620 228	7 420 228	5 974 500	-1 445 728	19
11-10-10 - Personnel Titulaire	5 593 487	7 393 487	5 937 600	-1 455 887	20
11-10-99 - Personnel d'appui	26 741	26 741	36 900	10 159	38
11-15/16 - Dépenses courantes Défense	1 168 200	1 134 600	1 420 700	286 100	25
11-15 - Dépenses courantes et diverses ministère	1 163 200	1 130 850	1 416 800	285 950	25
11-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
11-15-11 - Etat Major	6 000	4 800	4 700	-100	-2
11-15-12 - Fonctionnement des services Centraux	10 000	8 000	7 800	-200	-3
11-15-13 - Fonctionnement des Corps de Troupe	20 000	16 000	15 700	-300	-2
11-15-14 - Fonctionnement des Sapeurs Pompiers	12 000	9 600	0	-9 600	-100
11-15-15 - Fonctionnement Gendarmerie	14 000	11 200	11 300	100	1
11-15-16 - Fonctionnement régions Militaires	7 000	5 600	5 200	-400	-7
11-15-17 - Forces Aériennes	7 000	5 600	5 200	-400	-7
11-15-18 - Services de Santé	10 000	8 000	7 000	-1 000	13
11-15-19 - Fonctionnement Service Social	1 500	1 200	1 200	0	0
11-15-20 - Alimentation des Troupes	365 000	365 000	400 000	35 000	10
11-15-21 - Alimentation opérationnelle	120 000	120 000	170 000	50 000	42
11-15-22 - Habillement, couchage, camp. ameublem.	20 000	20 000	26 100	6 100	31
11-15-23 - Entretien Matériel des corps de troupe	10 000	10 000	8 700	-1 300	13
11-15-24 - Entretien Matériel Gendarmerie	9 000	9 000	7 800	-1 200	13
11-15-25 - Infrastructures Corps de Troupes	21 000	21 000	18 200	-2 800	13
11-15-26 - Instruction Formation Militaire	5 500	4 400	4 300	-100	-2
11-15-27 - Entretien Matériel RTG	10 000	10 000	8 700	-1 300	-13
11-15-28 - Fonctionnement Tribunal Militaire Permanent	1 700	1 700	1 500	-200	-12
11-15-29 - Transport aérien	23 000	23 000	23 900	900	4
11-15-30 - Mission Administr. Techniq. Intérieur	19 000	15 200	15 200	0	0
11-15-31 - Eau	90 000	72 000	60 000	-12 000	17
11-15-32 - Electricité	40 000	32 000	30 500	-1 500	-5
11-15-33 - Téléphone, Téléx, Fax	21 000	16 800	15 200	-1 600	10
11-15-34 - Formation FACA	0	0	200 000	200 000	
11-15-35 - Infrastructures Gendarmerie	10 000	10 000	8 700	-1 300	13
11-15-36 - Inspection Générale et Inspecteurs Armée Nationale	5 000	4 000	4 300	300	8
11-15-37 - Fonctionnement Force Navale	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-38 - Achats médicaments et matériaux médicaux	12 500	12 500	10 900	-1 600	13
11-15-39 - Secrétariat Général	2 000	1 600	1 700	100	6
11-15-40 - Direction Générale d'Appui aux Services	5 000	4 000	3 900	-100	-3
11-15-41 - Fonctionnement SCDN	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-42 - Fonctionnement CSCM	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-43 - Fonctionnement Cdt Ecole et Centre d'instruction	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-44 - Fonctionnement Direction Générale de l'intendance	3 000	2 400	2 400	0	0
11-15-45 - Fonctionnement DG Appui au développement	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-46 - Brigade Spéciale Ville de Bangui	0	0	50 000	50 000	
11-15-81 - Carb. Lub. Cdt DG Intendance	3 000	2 400	2 400	0	0
11-15-82 - Carb. Lub. Cdt Ecole et Centre d'instruction	12 000	9 600	9 600	0	0
11-15-83 - Carb. Lub. CSCM	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-84 - Carb. Lub. CSDN	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-85 - Carb. Lub. DGAD	5 000	4 000	3 900	-100	-3
11-15-86 - Carb. Lub. Secrétaire Général	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-87 - Carb. Lub. Inspection Générale	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-88 - Carb. Lub. Force Navale	2 000	1 600	1 600	0	0
11-15-90 - Carburants et lubrifiants Corps de Troupe	99 000	115 000	130 600	15 600	14
11-15-91 - Carburants et lubrifiants Gendarmerie	37 000	45 000	39 200	-5 800	13
11-15-92 - Carburants et lubrifiants Sap. Pompiers	11 000	12 500	0	-12 500	-30
11-15-93 - Carburants Soutes de Guerre	28 000	35 000	26 100	-8 900	-25

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP.13 - MIN. FINANCES ET BUDGET	2 276 051	2 108 521	2 712 600	604 079	29
13-10 - Personnel	1 655 951	1 655 951	2 064 100	408 149	25
13-10-10 - Personnel Titulaire Finances	1 593 014	1 593 014	1 943 800	350 786	22
13-10-91 - Personnel appui Secrétariat Général	27 638	27 638	25 300	-2 338	-8
13-10-92 - Personnel appui DGSC	5 106	5 106	12 900	7 794	53
13-10-93 - Personnel appui Contrôle Financier	2 612	2 612	19 200	16 588	35
13-10-94 - Personnel appui Trésor	4 588	4 588	8 800	4 212	92
13-10-95 - Personnel appui Ministère	10 192	10 192	29 300	19 108	87
13-10-96 - Personnel appui IGF	962	962	1 800	838	87
13-10-97 - Personnel appui DGID	7 710	7 710	18 300	10 590	37
13-10-98 - Personnel appui Douanes	2 129	2 129	3 100	971	46
13-10-99 - Personnel appui Service marchés	2 000	2 000	1 600	-400	20
13-15/16 - Dépenses courantes et diverses	620 100	452 570	648 500	195 930	43
13-15 - Dépenses courantes et diverses	620 100	449 070	644 600	195 530	44
13-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	1 750	2 200	450	26
13-15-11 - Fonct. C.M et Direction Mixte Régies	2 000	1 400	2 200	800	57
13-15-14 - Inspection Centrale de Finances	7 500	5 250	5 200	-50	-1
13-15-15 - Secrétariat Général des Finances	3 500	2 450	2 400	-50	-2
13-15-16 - Frais récep.miss.FMI,BM,BAD,CEMAC	15 000	10 500	10 500	0	0
13-15-17 - Entretien matériels roulants	12 000	8 400	8 700	300	4
13-15-19 - Achat et Entretien Mobilier de bureau	10 000	7 000	6 500	-500	-7
13-15-20 - Direction Générale des Impôts	22 500	15 750	17 400	1 650	10
13-15-21 - Délégations Régionales DGID	20 000	0	0	0	0
13-15-22 - Inspections Régionales DGID	16 000	25 200	21 900	-3 300	13
13-15-23 - Direction des Ressources	6 000	4 200	3 900	-300	-7
13-15-30 - Direction Générale des Douanes	37 500	26 250	26 100	-150	-1
13-15-31 - Fonds de lutte contre fraude Douanière	35 000	24 500	21 800	-2 700	11
13-15-32 - Fonds de lutte contre fraude Fiscale	35 000	24 500	21 800	-2 700	11
13-15-33 - Campagne et vulgarisation T V A	15 000	10 500	8 700	-1 800	17
13-15-34 - Inspections Régionales des Douanes	10 000	7 000	6 500	-500	7
13-15-35 - Direction des pensions	0	0	3 500	3 500	-
13-15-40 - Direction Générale du Trésor	27 500	19 250	17 400	-1 850	10
13-15-41 - Agences Spéciales et Paieries Trésor	20 000	14 000	13 900	-100	-1
13-15-42 - Abonnements périodiques	1 500	1 050	1 000	-50	-5
13-15-44 - Fonctionnement DMCCAB	4 500	3 150	3 500	350	11
13-15-46 - Direction du Budget	4 500	3 150	3 500	350	11
13-15-50 - Direction Gén. des Services Centraux	6 500	4 550	5 200	650	14
13-15-51 - Frais de confection des lois de Finances	50 000	50 000	50 000	0	0
13-15-52 - Direction du Contrôle Financier	5 000	3 500	3 500	0	0
13-15-53 - Délégations du Contrôle Financier	10 000	7 000	7 000	0	0
13-15-54 - Direction de la Solde	4 500	3 150	3 500	350	11
13-15-55 - Fonctionnement Service Marchés Publics	20 000	14 000	13 900	-100	-1
13-15-56 - Imprimés Finances	30 000	21 000	21 800	800	4
13-15-57 - Direction de la Dette	7 000	4 900	3 500	-1 400	29
13-15-58 - Eau	4 500	3 150	3 500	350	11
13-15-59 - Electricité	13 000	9 100	9 100	0	0
13-15-60 - Téléphone, Télex, Fax	35 000	24 500	20 000	-4 500	18
13-15-61 - Service Presse	1 000	700	900	200	29
13-15-62 - Quote-Part Régies Financières	0	0	100 000	100 000	-
13-15-63 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet	0	0	100 000	100 000	-
13-15-80 - Carburants et lubrifiants IGF	12 000	8 400	8 400	0	0
13-15-81 - Carburants et lubrifiants S.G.F.	3 000	2 100	2 200	100	5
13-15-82 - Carburants et lubrifiants D.G.I.D.	22 000	15 400	17 400	2 000	13
13-15-83 - Carburants et lubrifiants Douanes	25 000	17 500	17 400	-100	-1
13-15-84 - Carburant et lubrifiant Trésor	15 000	10 500	10 900	400	4
13-15-85 - Carb. et lubr. Dir. et Délégations C.F.	9 000	6 300	6 500	200	3

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
13-15-86 - Carb. lub. Dir. Gle. Svces. Centraux	5 000	3 500	3 900	400	11
13-15-87 - Carbu ants et Lubrifiants Direction Dette	3 500	2 450	2 600	150	6
13-15-88 - Carbu ants et Lubrifiants Direction Pensions	0	0	1 700	1 700	
13-15-89 - Carb et lubr Agences et Paeries	8 000	5 600	5 700	100	2
13-15-90 - Carb et lubrifiants Cabinet Finances & services	4 600	3 220	3 900	680	1
13-15-91 - Carbu ant et lubrifiants Direction Solde	2 500	1 750	1 700	-50	-3
13-15-93 - Carb et lubr appui Cab. accueil missions	6 500	4 550	4 400	-150	-3
13-15-94 - Carb. et lubr. Direction des Ressources.	2 500	1 750	2 200	450	16
13-15-95 - Carb. et lubr. Direction du Budget	5 000	3 500	3 500	0	0
13-15-96 - Carb. et lubr. DMCCAB	2 500	1 750	1 700	-50	-3
13-16 - Depenses cour. et div. du Cabinet du Ministre Délégué aux finances et au budget	0	3 500	3 900	400	11
13-16-10 - Cabinet du Ministre Deleque	0	1 750	2 200	450	26
13-16-90 - Carbu ant et lubrifiant du Ministre	0	1 750	1 700	-50	-3

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 14 - MIN. AFFAIRES ETRANGERES	1 487 142	1 397 737	2 096 375	698 638	0
14-10 - Personnel	784 342	854 187	1 481 800	627 613	73
14-10-10 - Personnel Titulaire	774 324	844 169	345 600	-498 569	59
14-10-11 - Personnel Diplomates et stagiaires	0	0	1 118 700	1 118 700	
14-10-99 - Personnel appui Ministère	10 018	10 018	17 500	7 482	75
14-15/16/25 - Dépenses cour. et div.	702 800	543 550	614 575	71 025	13
14-15 - Dépenses courantes et diverses	549 300	383 950	449 500	65 550	17
14-15-10 - Cabinet du Ministre	2 500	1 750	2 200	450	26
14-15-12 - Secrétariat Général	2 000	1 400	1 400	0	0
14-15-15 - Entretien Salle de Conférence	7 500	5 250	5 200	-50	-1
14-15-16 - Entretien de bâtiments	4 000	2 800	2 800	0	0
14-15-17 - Mobilier matériel outillage	2 000	1 400	1 400	0	0
14-15-18 - Direction Gnle Aff. Politiques	800	560	600	40	7
14-15-19 - Direction Gnle Protocole Etat	800	560	600	40	7
14-15-20 - Direction Gnle Aff. Jurid. et Techn.	800	560	600	40	7
14-15-21 - Direction Gestion Ressources	800	560	600	40	7
14-15-22 - Direction Gestion Ambassades	800	560	600	40	7
14-15-25 - Comité de la Francophonie - ACCT	800	0	0	0	
14-15-26 - Fonds communs Ambassades	32 000	22 400	22 200	-200	-1
14-15-27 - Commission Mixte	5 000	3 500	3 500	0	0
14-15-28 - Location Réhabili. Immeubles Amb.	250 000	175 000	217 700	42 700	24
14-15-30 - Fonctont. et entretien Amb. de PARIS	18 000	12 600	13 100	500	4
14-15-32 - Fonctonn. et entr. Représent. ONU	12 000	8 400	8 700	300	4
14-15-34 - Fonctont. et entr. Amb. WASHINGTON	19 000	13 300	13 900	600	5
14-15-36 - Fonctont. et entr. Amb. BRUXELLES	12 000	8 400	8 700	300	4
14-15-38 - Fonctont. et entretien Amb. BONN	12 000	8 400	8 700	300	4
14-15-40 - Fonctont. et entretien Amb. YAOUNDE	2 500	1 750	1 700	-50	-3
14-15-42 - Fonctont. et entr. Amb. N'DJAMENA	2 500	1 750	1 700	-50	-3
14-15-44 - Fonctont. et entretien Amb. KINSHASA	2 500	1 750	1 700	-50	-3
14-15-46 - Fonct. et entretien Amb. BRAZZAVILLE	2 500	1 750	1 700	-50	-3
14-15-50 - Fonctont. et entretien Amb. Le CAIRE	8 000	5 600	5 700	100	2
14-15-52 - Fonctont. et entretien Amb. PEKIN	11 500	8 050	8 700	650	8
14-15-56 - Fonctont. et entretien Amb. RABAT	8 000	5 600	7 700	2 100	38
14-15-58 - Fonctont. et entretien Amb. ABIDJAN	7 000	4 900	5 200	300	6
14-15-64 - Fonctont. et entretien Amb. MOSCOU	12 000	8 400	8 700	300	4
14-15-65 - Fonctont. et entretien Amb. TRIPOLI	8 000	5 600	5 700	100	2
14-15-66 - Fonctont. et entretien Amb. ABUJA	8 000	5 600	5 700	100	2
14-15-67 - Fonctont. et entretien Amb. KHARTOUM	8 000	5 600	5 700	100	2
14-15-68 - Fonctont. et entretien Consulat SARH	3 500	2 450	2 400	-50	-2
14-15-69 - Fonctont. et entretien Rep. DOUALA	2 500	1 750	1 700	-50	-3
14-15-70 - Fonctont. et entr. Rep. POINTE NOIRE	1 500	1 050	1 000	-50	-5
14-15-71 - Eau	14 000	9 800	10 000	200	2
14-15-72 - Electricité	13 000	9 100	9 600	500	5
14-15-73 - Téléphone, Téléx, Fax, Valises diplomatiq.	45 000	31 500	39 200	7 700	24
14-15-74 - Abonnement journaux	1 000	700	700	0	0
14-15-75 - Passeport Diplomatique	0	0	6 000	6 000	
14-15-91 - Carb. et lubr. Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
14-15-92 - Carb. et lubr. Secrétariat Général	0	0	1 300	1 300	
14-15-93 - Carb. et lubr. DGAP, DGPE, DGAJT, DGR, DGA	3 000	2 100	3 500	1 400	57
14-16 - Dépenses cour. et div. Délégué	0	6 100	3 900	-2 200	36
14-16-10 - Cabinet du Ministre Délégué	0	1 750	2 200	450	26
14-16-20 - Eau	0	700	0	-700	-30
14-16-21 - Electricité	0	700	0	-700	-30
14-16-22 - Téléphone, Fax, téléx	0	1 200	0	-1 200	-30
14-16-90 - Carburant et lubrifiant du Ministre	0	1 750	1 700	-50	-3

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
14-25 - Dépenses de persnl statut local	153 500	153 500	161 175	7 675	5
14-25-10 - Représentant Permanent NEW YORK	14 000	14 000	14 700	700	5
14-25-11 - Ambassade WASHINGTON	14 000	14 000	14 700	700	5
14-25-12 - Ambassade BONN	10 000	10 000	10 500	500	5
14-25-13 - Ambassade Le CAIRE	6 500	6 500	6 825	325	5
14-25-14 - Ambassade PEKIN	5 000	5 000	5 250	250	5
14-25-15 - Ambassade ABIDJAN	6 000	6 000	6 300	300	5
14-25-16 - Ambassade PARIS	15 000	15 000	15 750	750	5
14-25-17 - Ambassade BRAZZAVILLE	4 800	4 800	5 040	240	5
14-25-18 - Ambassade N'DJAMENA	4 500	4 500	4 725	225	5
14-25-19 - Ambassade KINSHASA	5 200	5 200	5 460	260	5
14-25-20 - Ambassade YAOUNDE	4 800	4 800	5 040	240	5
14-25-22 - Ambassade BRUXELLES	10 000	10 000	10 500	500	5
14-25-24 - Ambassade RABAT	8 200	8 200	8 610	410	5
14-25-25 - Representation DOUALA	4 000	4 000	4 200	200	5
14-25-26 - Representation POINTE NOIRE	4 000	4 000	4 200	200	5
14-25-27 - Ambassade MOSCOU	12 000	12 000	12 600	600	5
14-25-28 - Ambassade TRIPOLI	8 000	8 000	8 400	400	5
14-25-29 - Ambassade ABUJA	5 000	5 000	5 250	250	5
14-25-30 - Ambassade KHARTOUM	8 000	8 000	8 400	400	5
14-25-34 - Coonsulat SARH	4 500	4 500	4 725	225	5

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 15 MIN. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 263 832	0	0	0	
15-10 - Personnel	617 782	0	0	0	
15-10-11 - Pers Titulaire Enseignement Supérieur	595 110	0	0	0	
15-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur	22 672	0	0	0	
15-15 - Dépenses courantes et diverses Secrétariat d'Etat	646 050	0	0	0	
15-15-10 - Cabinet et coordination	2 500			0	
15-15-11 - Entretien Etablissm. Universitaires	16 000			0	
15-15-12 - Entretien Cité Universitaire	10 000			0	
15-15-13 - Fournitures Etabl. Universitaires	33 000			0	
15-15-14 - Restaurant Université et ENS	90 000			0	
15-15-15 - Ensegnem. compl. Université (vacation)	266 000			0	
15-15-16 - ISDF Cité	15 000			0	
15-15-17 - ISDR Fonctionnement	11 000			0	
15-15-18 - Rentrée Universitaire	5 000			0	
15-15-19 - ISDR Restaurant	45 000			0	
15-15-20 - Dir. Gén. Bourses et de la Formation	2 000			0	
15-15-21 - Coopération Inter-Universitaire	11 000			0	
15-15-22 - Dir. Bourses Stage	1 500			0	
15-15-23 - Soutenance Thèse(FACSS)	10 000			0	
15-15-24 - Equipement laboratoires	15 000			0	
15-15-25 - Dir. Formation et Analyse Sociale	1 000			0	
15-15-26 - Direction Générale de l'Ens. Sup. et la Recher. Scient.	2 000			0	
15-15-27 - Direction de la Recher. Scient.	1 000			0	
15-15-28 - Entretien mat. et outillage Rech. Scient.	1 500			0	
15-15-29 - Commission Bourse	1 500			0	
15-15-31 - Sortie Pédagogique	5 000			0	
15-15-33 - Contribution CAMES	20 000			0	
15-15-34 - Secrétariat Général	2 000			0	
15-15-36 - Recherche Scientifique Fondamentale	10 000			0	
15-15-37 - CURDHACA	5 000			0	
15-15-38 - Direction Enseign. Sup.	1 000			0	
15-15-39 - Electricité	15 000			0	
15-15-40 - Eau	10 000			0	
15-15-41 - Téléphone, Téléx, Fax	16 000			0	
15-15-42 - ENS Fonctionnement	3 500			0	
15-15-90 - ISDR carburants et lubrifiants	8 000			0	
15-15-91 - Carburants et lubrifiants université	2 500			0	
15-15-92 - Carburants et lubr. Cabinet	2 500			0	
15-15-93 - Carburants et lubr. rech. Scientifique	750			0	
15-15-94 - Carb. lubr. Direction Gén. Bours. Stag.	1 000			0	
15-15-95 - Carb. lub. Direction Génér. Enseign. Sup.	750			0	
15-15-96 - Carb. lub. Secrétariat Général	1 250			0	
15-15-97 - Carb. et lubr. Accueils Miss, Université	1 800			0	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 16 - MIN. EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	8 940 699	9 653 599	9 762 300	108 701	1
16-10 - Personnel	7 253 692	7 871 474	7 869 500	-1 974	0
16-10-10 - Pers. Titulaire Enseigt. Fond. et Tech.	7 189 500	7 189 500	6 965 000	-224 500	-3
16-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur	0	595 110	774 500	179 390	30
16-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur	0	22 672	46 500	23 828	05
16-10-95 - Personnel Appui Bangui	36 619	36 619	33 300	-3 319	-9
16-10-96 - Personnel Appui Provinces	27 573	27 573	50 200	22 627	82
16-15/16 - Dépenses courantes et diverses	1 687 007	1 782 125	1 892 800	110 675	6
16-15 - Dépenses courantes et diverses Ministère Education Nat	1 685 600	1 264 075	1 298 500	34 425	3
16-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
16-15-11 - Fonctionnement Services Généraux	2 000	1 500	1 500	0	0
16-15-12 - Direction Gle. de l'Ens. Privé et du Partenariat	2 000	1 500	1 500	0	0
16-15-13 - Secrétariat Général	2 500	1 875	1 900	25	1
16-15-14 - Inspection Académique	18 000	13 500	13 900	400	3
16-15-15 - Direction Gén. Adm. et Finances	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-16 - Direction Générale des Enseignements	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-17 - Dir. Générale de la recherche pédag.	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-18 - Dir. Enseign. Préscol. et Fondam. 1	2 000	1 500	1 500	0	0
16-15-19 - Dir. Enseign. Général et Technique	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-20 - Dir. Budget, Comptabilité et Matériel	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-21 - Direction des Examens et Concours	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-22 - Direction Constr. et Equip. Scolaires	3 000	2 250	2 300	50	2
16-15-23 - Dir. Centre Form. Prépr. et Profess.	1 300	975	1 000	25	3
16-15-24 - Direction Statistique et Carte Scolaire	5 000	3 750	3 700	-50	-1
16-15-25 - Direction. de l'Ens. Privé	1 000	750	700	-50	-7
16-15-26 - Direction Education Non Formelle	2 000	1 500	1 500	0	0
16-15-27 - Direction Administration et Personnel	2 500	1 875	1 900	25	1
16-15-28 - Direction Orientation Scolaire	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-29 - Inspection Enseign. Fondamental 1	25 000	18 750	19 200	450	2
16-15-30 - Inspection Générale	5 000	3 750	3 800	50	1
16-15-31 - Préparation Edition Manuel Sango	8 500	6 375	6 400	25	0
16-15-32 - Service national Santé Scolaire ET Univ.	3 000	2 250	2 400	150	7
16-15-33 - Centres Pédagogiques Régionaux	25 000	18 750	19 200	450	2
16-15-34 - Mission Nationale pour l'UNESCO	19 000	14 250	14 400	150	1
16-15-35 - Service Oeuvres Educatives	1 200	900	900	0	0
16-15-36 - Centre National Formation Continue	2 000	1 500	1 500	0	0
16-15-37 - Direction Etude et Planification	2 500	1 875	1 900	25	1
16-15-38 - Comité de suivi Etats généraux	5 000	3 750	3 700	-50	-1
16-15-39 - Entretien Ecoles Secondaires	190 000	142 500	144 500	2 000	1
16-15-40 - Entretien Ecoles Primaires	300 000	225 000	228 100	3 100	1
16-15-41 - Fourniture Manuels Fondam1	190 000	142 500	144 500	2 000	1
16-15-42 - Fourniture Manuels Fondam2	150 000	112 500	114 100	1 600	1
16-15-43 - Impression de manuels scolaires	10 000	7 500	7 500	0	0
16-15-44 - Rentrée Scolaire	20 000	15 000	15 200	200	1
16-15-45 - Part. fonct. Garage Education Nationale	2 500	1 875	1 900	25	1
16-15-46 - Lycée B. BOGANDA	14 000	10 500	10 400	-100	-1
16-15-47 - Lycée M. J. CARON	11 000	8 250	8 300	50	1
16-15-48 - Lycée des Martyrs	9 000	6 750	6 600	-150	-2
16-15-49 - Lycée des RAPIDES	9 000	6 750	6 800	50	1
16-15-50 - Lycée de FATIMA	9 000	6 750	6 800	50	1
16-15-51 - Lycée de MISKINE	9 000	6 750	6 800	50	1
16-15-52 - Lycée Technique	55 000	41 250	41 800	550	1
16-15-53 - Lycée de GOBONGO	9 000	6 750	6 800	50	1
16-15-54 - Lycée de BIMBO	9 000	6 750	6 800	50	1
16-15-55 - Collège Technique Féminin	25 000	18 750	18 700	-50	0
16-15-56 - Centre Formation Artisanale	6 000	4 500	4 600	100	2

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
16-15-57 - ENI BAMBARI	16 800	12 600	12 600	0	0
16-15-58 - Restaurant ENI BAMBARI	33 000	24 750	28 700	3 950	16
16-15-59 - Direction Générale IRFP	6 000	4 500	4 600	100	2
16-15-60 - Lycée Application ENS	3 000	2 250	2 300	50	2
16-15-61 - Etablis. Provinciaux Secondaires	75 000	56 250	56 600	350	1
16-15-62 - Organes PNDE	5 000	3 750	3 800	50	1
16-15-63 - Direction du Partenariat éducatif	1 000	750	800	50	7
16-15-65 - Documentatoin Inspec. Général Enseign.	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-66 - Carb. et Lubr. DGAF	3 500	2 625	2 600	-25	-1
16-15-67 - Carb. et Lubr. Direction Générale Ens.	1 000	750	800	50	7
16-15-68 - Entretien Matériel Didactique	3 500	2 625	2 600	-25	-1
16-15-69 - Edition Fascicules Manuels Didactiques	8 500	6 375	6 300	-75	-1
16-15-70 - Direction Enseignement Technique	2 500	1 875	1 900	25	1
16-15-71 - Carburant UNESCO	1 000	750	800	50	7
16-15-72 - Enseignements Compl. Secondaires (vacation)	90 000	67 500	78 400	10 900	16
16-15-73 - Carb. et Lubr. Missions IGE	3 000	2 250	2 300	50	2
16-15-77 - Organisation Concours et Examens	50 000	37 500	43 500	6 000	16
16-15-78 - Téléphone, Téléx, Fax	30 000	22 500	22 900	400	2
16-15-86 - Eau	89 000	66 750	67 800	1 050	2
16-15-87 - Electricité	49 400	37 050	37 600	550	1
16-15-88 - Entretien RTS	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-89 - Carb. et Lubr. Services Généraux	2 000	1 500	1 500	0	0
16-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	3 500	2 625	1 700	-925	35
16-15-91 - Carb. et Lubri. Inspections Académiques.	8 000	6 000	6 100	100	2
16-15-92 - Carburants et Lubrifiants INRAP	1 500	1 125	1 100	-25	-2
16-15-93 - Carb. et Lubri. Insp. Ens. Fond.	8 000	6 000	6 100	100	2
16-15-94 - Carb. et Lubrifiants Form. Pratiques	1 300	975	1 000	25	3
16-15-95 - Carb. et Lubr. DGEESP	1 000	750	800	50	7
16-15-96 - Carb. et Lubr. ENI BAMBARI	2 500	1 875	1 900	25	1
16-15-97 - Carb. et Lubr. Insp. Gén. Enseignem.	2 000	1 500	1 500	0	0
16-15-98 - Car. et Lub. Secrétariat Général	1 000	750	800	50	7
16-15-99 - Car. et Lub. Dir. Gle. Ens. Privé et partenariat éducatif	2 600	1 950	2 000	50	3
16-16 - Dépenses courantes et diverses	0	514 550	590 400	75 850	15
Enseignement Supérieur					
16-16-11 - Entretien Etablissm. Universitaires	0	12 000	12 200	200	2
16-16-12 - Entretien Cité Universitaire	0	8 000	7 800	-200	-3
16-16-13 - Fournitures Etabl. Universitaires	0	26 400	26 100	-300	-1
16-16-14 - Restaurant Université et ENS	0	72 000	78 400	6 400	9
16-16-15 - Enseignem. compl. Université (vacation)	0	212 800	231 600	18 800	9
16-16-16 - ISDR Cité	0	12 000	11 800	-200	-2
16-16-17 - ISDR Fonctionnement	0	8 800	8 700	-100	-1
16-16-18 - Rentree Universitaire	0	3 750	3 700	-50	-1
16-16-19 - ISDR Restaurant	0	36 000	39 200	3 200	9
16-16-20 - Dir. Gen. Bourses et de la Formation	0	1 500	1 500	0	0
16-16-21 - Coopération Inter-Universitaire	0	8 800	9 600	800	9
16-16-22 - Dir. Bourses Stage	0	1 200	1 200	0	0
16-16-23 - Soutenance Thèse(FACSS)	0	8 000	8 700	700	9
16-16-24 - Equipement laboratoires	0	12 000	11 800	-200	-2
16-16-25 - Dir. Formation et Analyse Sociale	0	800	800	0	0
16-16-26 - Direction Générale de l'Ens. Sup. et la Recher. Scient.	0	1 500	1 500	0	0
16-16-27 - Direction de la Recher. Scient.	0	800	800	0	0
16-16-28 - Entretien mat. et outillage Rech. Scient.	0	1 200	1 200	0	0
16-16-29 - Commission Bourse	0	1 200	1 200	0	0
16-16-31 - Sortie Pédagogique	0	3 750	3 500	-250	-7
16-16-33 - Contribution CAMES	0	20 000	17 400	-2 600	13
16-16-34 - Secrétariat Général	0	1 500	1 500	0	0
16-16-35 - Fonctionnement CENAREST	0	0	50 000	50 000	
16-16-36 - Recherche Scientifique Fondamentale	0	8 000	7 800	-200	-3
16-16-37 - CURDHACA	0	3 750	3 700	-50	-1

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 17 - MIN. MINES, ENERGIE ET HYDR.	198 829	179 549	198 500	18 951	11
17-10 - Personnel	153 229	153 229	171 000	17 771	12
17-10-10 - Personnel Titulaire	138 875	138 875	168 700	29 825	21
17-10-96 - Personnel Appui Services centraux	4 000	4 000	0	-4 000	-00
17-10-97 - Personnel Appui Services Régionaux	4 000	4 000	0	-4 000	-00
17-10-98 - Personnel Appui Energie	1 239	1 239	400	-839	68
17-10-99 - Personnel Appui Mines	5 115	5 115	1 900	-3 215	63
17-15 - Dépenses courantes et diverses	37 600	26 320	27 500	1 180	4
17-15-10- Cabinet du Ministre	2 500	1 750	2 200	450	26
17-15-11- Secrétariat Général	1 100	770	800	30	4
17-15-15- Directions régionales des Mines	1 400	980	1 000	20	2
17-15-16- Direction Gén. Ressources Energétiq.	900	630	700	70	11
17-15-17- Direction Génér. Ressourc. Minérales	900	630	700	70	11
17-15-18- Direction Génér. Ressourc. Hydraul.	2 000	1 400	1 500	100	7
17-15-20 - Lutte contre la fraude Minière	3 300	2 310	2 400	90	4
17-15-21 - Eau	2 500	1 750	1 700	50	3
17-15-22 - Electricité	5 000	3 500	3 700	200	6
17-15-23 - Téléphone, Téléx, Fax	7 000	4 900	5 000	100	2
17-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
17-15-91 - Carb. et Lubr. Brigade Minière	3 000	2 100	2 200	100	5
17-15-92 - Carb. et Lubr. Directions Régionales	2 500	1 750	1 700	-50	-3
17-15-94 - Carb. et Lubr. Services centraux	3 000	2 100	2 200	100	5

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 18 - MIN de l' ECO. DU PLAN ET DE LA COOP. INTERNATIONALE	321 692	338 002	349 400	11 398	3
18-10 - Personnel	178 892	178 892	254 800	75 908	42
18-10-10 - Personnel Titulaire	152 455	152 455	223 700	71 245	47
18-10-91 - Personnel Appui Statistique	1 918	1 918	2 300	382	20
18-10-92 - Personnel Appui Plan	24 519	24 519	28 800	4 281	17
18-15/16- Dépenses courantes et div.	142 800	159 110	94 600	-64 510	-41
18-15- Dépenses courantes et diverses	142 800	155 610	90 700	-64 910	-42
18-15-10- Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
18-15-11 - Fonctionnement services du Plan	5 000	3 500	3 500	0	0
18-15-12 - Direction Statistiques	4 000	2 800	10 000	7 200	257
18-15-13 - Entretien matériel informatique	3 500	2 450	2 400	-50	-2
18-15-14 - Eau	2 000	1 400	1 400	0	0
18-15-15 - Electricité	12 000	8 400	8 700	300	4
18-15-16 - Téléphone, Téléx, Fax	18 000	12 600	13 100	500	4
18-15-17 - Coordination	2 000	1 400	1 400	0	0
18-15-18 - Direction Générale Service Appui	1 800	1 260	1 300	40	3
18-15-19 - Table ronde bailleurs	75 000	105 000	30 000	-75 000	-71
18-15-20 - Fonctionnement 7 Délégations Régionales	3 000	0	1 800	1 800	0
18-15-90 - Carb et lubr. Statistiques	4 000	2 800	2 800	0	0
18-15-91 - Carb et Lubr. Accueil Missions	1 500	1 050	1 000	-50	-5
18-15-92 - Carb et Lubr. Coordination	1 500	1 050	1 000	-50	-5
18-15-93 - Carb et Lubr. Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
18-15-94 - Carb et Lubr. Division Programme Projet	3 000	2 100	2 100	0	0
18-15-95 - Carb et Lubr. Division Gestion Economie	3 000	2 100	2 100	0	0
18-15-96 - Carb Lubr. Division Relations Extérieures	2 000	1 400	1 400	0	0
18-15-97 - Carb et Lubr. Division Plan Stat. Régionales	2 000	1 400	1 400	0	0
18-15-98 - Carb Lubr. Direction Générale Service d'Appui	2 000	1 400	1 400	0	0
18-16 - Dépenses cour. et div. du Cabinet du Ministre Délégué	0	3 500	3 900	400	11
18-16-10 - Cabinet du Ministre Délégué	0	1 750	2 200	450	26
18-16-90 - Carburant et lubrifiant du Ministre	0	1 750	1 700	-50	-3

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 19 - MIN. FONCT. PBQ, EMPLOI ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE	792 006	772 956	631 200	-141 756	-18
19-10 - Personnel	728 506	728 506	566 400	-162 106	-22
19-10-10 - Personnel Titulaire	683 430	683 430	474 200	-209 230	-31
19-10-11 - Banque du Personnel Titulaire	0	0	6 700	6 700	
19-10-12 - Personnel titulaire Assemblée nationale	39 076	39 076	82 500	43 424	11
19-10-99 - Personnel d'Appui Ministère	6 000	6 000	3 000	-3 000	-50
19-15 - Dépenses courantes et diverses	63 500	44 450	64 800	20 350	46
19-15-10 - Cabir et	2 500	1 750	2 200	450	26
19-15-11 - Fonctionnement DGFP	2 000	1 400	1 400	0	0
19-15-12 - Produits d'entretien	1 200	840	800	-40	-5
19-15-13 - Fonctionnement DG Emploi Prév/Soc.	1 500	1 050	1 000	-50	-5
19-15-14 - Fonctionnement Direction Méd. de Travail	800	560	600	40	7
19-15-16 - Fonctionnement SGFP	1 500	1 050	1 000	-50	-5
19-15-17 - Fonctionnement Direction Ressources	1 000	700	700	0	0
19-15-19 - Fonctionnement Inspect. Région Bria	850	595	600	5	1
19-15-20 - Fonctionnement Insp. région Bossangoa	850	595	600	5	1
19-15-21 - Multiplication et vulgarisation Statut F.P.	3 500	2 450	2 400	-50	-2
19-15-22 - Fonctionnement Inspection centrale	1 000	700	700	0	0
19-15-23 - Validation et vulgarisation nouveau code travail	0	0	10 000	10 000	
19-15-30 - Insp. de Travail Centre Bangui	850	595	600	5	1
19-15-31 - Insp. Rég. Secteur Est Bambari	850	595	600	5	1
19-15-32 - Insp. Rég. secteur Ouest BERBERATI	850	595	600	5	1
19-15-33 - Insp. Rég. secteur Sud-Est BANGASSOU	850	595	600	5	1
19-15-34 - Insp. Régionale de M'BAIKI	850	595	600	5	1
19-15-36 - Direction Système et Méthodes	2 000	1 400	1 400	0	0
19-15-37 - Entretien Matériel Informatique	2 000	1 400	1 400	0	0
19-15-38 - Fonctionnement Organes Réformes	1 000	700	1 000	300	43
19-15-39 - Eau	1 200	840	800	-40	-5
19-15-40 - Electricité	2 000	1 400	1 400	0	0
19-15-41 - Téléphone, Téléex, Fax	13 000	9 100	9 100	0	0
19-15-42 - Abonnements périodiques	300	210	200	-10	-5
19-15-43 - Forum national de l'emploi	0	0	10 000	10 000	
19-15-89 - Carb. et lubr. Accueils Partenaires	0	0	0	0	
19-15-90 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	1 500	1 050	1 000	-50	-5
19-15-91 - Carb. et lubr. Insp. Régionales	6 000	4 200	4 200	0	0
19-15-92 - Carb. lub. Secrétariat Général	1 200	840	800	-40	-5
19-15-93 - Carb. et lubr. Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
19-15-94 - Carb. lub Direction Ressources	1 500	1 050	1 000	-50	-5
19-15-95 - Carb. lub. Dir. Med Travail	850	595	600	5	1
19-15-96 - Carb. lub. DGFP	2 000	1 400	1 400	0	0
19-15-97 - Carb. lub. DG Empl et Prév/Sociale	1 500	1 050	1 000	-50	-5
19-15-98 - Carb. lub. Services Centraux	2 000	1 400	1 400	0	0
19-15-99 - Carb. lub Inspection Centrale	2 000	1 400	1 400	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 20 - MIN. RELATIONS AVEC PARLMT	66 698	57 548	58 100	552	1
20-10 - Personnel	36 198	36 198	37 600	1 402	4
20-10-10 - Personnel titulaire	32 948	32 948	32 200	-748	-2
20-10-11 - Personnel d'Appui	3 250	3 250	5 400	2 150	36
20-15 - Dépenses courantes et diverses	30 500	21 350	20 500	-850	-4
20-15-10 - Cabir et	2 500	1 750	2 200	450	26
20-15-11 - Fonctionnement Services	1 500	1 050	1 000	-50	-5
20-15-14 - Direction Générale	3 000	2 100	2 100	0	0
20-15-15 - Abonnement	3 000	2 100	2 100	0	0
20-15-16 - Intervention aux travaux parlementaires	2 000	1 400	1 400	0	0
20-15-17 - Elect icité	1 500	1 050	1 000	-50	-5
20-15-18 - Eau	1 000	700	700	0	0
20-15-19 - Téléphone, Téléx, Fax	3 000	2 100	2 100	0	0
20-15-20 - Form ation animateurs et vulgarisateurs	4 500	3 150	0	-3 150	00
20-15-21 - Editions des textcs	4 000	2 800	2 800	0	0
20-15-22 - Direction de cessions	0	0	1 000	1 000	
20-15-24 - Dire:ction des ressources	0	0	1 000	1 000	
20-15-91 - Cart urant lubrifiant Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
20-15-92 - Cart urant lubrifiant Services	2 000	1 400	1 400	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 21 - MIN. COMMUNICATION	524 474	295 049	380 400	85 351	0
21-10 - Personnel	295 049	295 049	380 400	85 351	0
21-10-10 - Person nel titulaire Communication	277 461	277 461	369 000	91 539	0
21-10-11 - Perso nel titulaire poste	0	0	0		
21-10-99 - Person nel Appui	0	0	0		
21-10-91 - Person nel d'appui communication	17 588	17 588	11 400	-6 188	0
21-15 - Dépenses courantes et diverses	229 425	0	0	0	
21-15-10 - Cabinet	2 500	0		0	
21-15-11 - Secrétariat Général	1 400	0		0	
21-15-12 - Fonctionnement Services Communication	1 000	0		0	
21-15-13 - Inspec Générale et Chargés Missions P.T	0	0		0	
21-15-15 - Entretien matériel radio	11 200	0		0	
21-15-16 - Entretien matériel télévision	12 200	0		0	
21-15-17 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)	9 500	0		0	
21-15-18 - Acquisi tion fournir. radio (T.D.F.)	13 500	0		0	
21-15-19 - Fonctionnement ACAP	2 000	0		0	
21-15-20 - Dotation Haut Conseil de la Communication	15 000	0		0	
21-15-23 - Eau	16 000	0		0	
21-15-24 - Electricité	71 000	0		0	
21-15-25 - Téléphone, Téléx, Fax	15 125	0		0	
21-15-26 - Radio rurale (entretien et fonctionnement)	30 000	0		0	
21-15-27 - Dotation Forum de l'Unité	8 000	0		0	
21-15-90 - Carburant et lubrifiant Cabinet	2 500	0		0	
21-15-91 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale	16 000	0		0	
21-15-92 - Carb. Lub. Fonctionmt. Communication	2 500	0		0	
21-15-93 - Carb. Lub. Services Postes et Télécommunicat.	0	0		0	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 22 - MIN. DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	192 121	179 393	430 600	251 207	140
22-10 - Personnel	130 921	136 553	320 400	183 847	135
22-10-10 - Personnel titulaire	125 150	130 782	316 300	185 518	142
22-10-91 - Personnel d'appui	5 771	5 771	4 100	-1 671	-29
22-15 - Dépenses courantes et diverses	61 200	42 840	110 200	67 360	157
22-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
22-15-11 - Secrétariat Général	1 500	1 050	1 000	-50	-5
22-15-13 - Direction Générale des Services Centraux	2 000	1 400	1 400	0	0
22-15-14 - Direction Gén. Jeunesse Sport	2 000	1 400	1 400	0	0
22-15-15 - Inspection Centrale	2 500	1 750	1 700	-50	-3
22-15-16 - Centres médicaux sportifs	2 400	1 680	1 700	20	1
22-15-17 - Appui Maison des Jeunes	2 500	1 750	1 700	-50	-3
22-15-18 - Eau	2 500	1 750	1 700	-50	-3
22-15-19 - Electricité	14 000	9 800	9 800	0	0
22-15-21 - Téléphone, Téléx, Fax	6 500	4 550	4 500	-50	-1
22-15-23 - Compétitions internationales	0	0	65 300	65 300	0
22-15-24 - Acquisition matériels sportifs	8 000	5 600	5 600	0	0
22-15-25 - Directions Régionales	3 500	2 450	2 400	-50	-2
22-15-26 - Centre d'Animation Sportive	3 000	2 100	2 100	0	0
22-15-27 - Fonctionnement DCNJS	1 500	1 050	1 000	-50	-5
22-15-90 - Carb. Lub. Fonctionmt. services centraux	2 000	1 400	1 400	0	0
22-15-91 - Carb. Lubr. Direction Régionales	1 800	1 260	1 300	40	3
22-15-93 - Carburant et lubrifiant Cabinet	3 000	2 100	1 700	-400	-13
22-15-94 - Carburant et lubrifiant Chargé de mission	0	0	1 000	1 000	0
22-15-95 - Carburant et lubrifiant Inspection Centrale	0	0	1 300	1 300	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 23 - MIN. DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA PROMO.FEMMES, CHARGE DE LA REINSERTION DES HANDICAPES	654 250	653 550	677 500	23 950	4
23-10 - Personnel	505 250	505 250	540 200	34 950	7
23-10-10 - Personnel Titulaire	470 250	470 250	493 800	23 550	5
23-10-99 - Personnel d' Appui	35 000	35 000	46 400	11 400	33
23-15 - Dépenses courantes et diverses	159 000	148 300	137 300	-11 000	-7
23-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	1 750	2 200	450	26
23-15-12 - Secrétariat Général	2 000	1 400	1 400	0	0
23-15-13 - Mobilier matériel et outillages	1 500	1 050	1 000	-50	-5
23-15-15 - Centre de DAMARA	10 000	10 000	8 700	-1 300	13
23-15-16 - Centre de la Mère et de l'Enfant	20 000	20 000	17 400	-2 600	13
23-15-17 - Secours assistance aux indigents	25 000	25 000	25 000	0	0
23-15-18 - Services sociaux Spécialisés	10 000	10 000	8 700	-1 300	13
23-15-19 - Ecoles maternelles Bangui	10 000	10 000	8 700	-1 300	13
23-15-20 - Ecoles maternelles Provinces	20 000	20 000	17 400	-2 600	13
23-15-21 - Direct. Gén. Solidarité Nationale	0	0	0	0	0
23-15-22 - Direct. Gén. Promotion Femme	5 000	3 500	3 500	0	0
23-15-23 - Inspe.t. Région. Actio. Social Com.	0	0	0	0	0
23-15-24 - Institutions Formations Spécialisées	3 000	2 100	2 100	0	0
23-15-25 - Manifestations Sociales	7 000	7 000	6 100	-900	13
23-15-26 - Eau	3 500	5 250	4 600	-650	12
23-15-27 - Electricité	4 500	6 750	5 900	-850	13
23-15-28 - Téléphone, Téléx, Fax	6 500	4 550	3 500	-1 050	23
23-15-29 - Dtion Gle Planification des Services d'Appui	7 500	5 250	5 200	-50	-1
23-15-30 - Direct. Gén. Action Sociale	2 000	1 400	1 400	0	0
23-15-31 - Direct. Régionales	7 000	4 900	4 900	0	0
23-15-32 - Inspection Centrale	0	0	1 000	1 000	0
23-15-91 - Carburants lubrifiants Cabinet	2 000	1 400	1 700	300	21
23-15-92 - Carb. lub. Fonctionnement services	2 500	1 750	1 700	-50	-3
23-15-93 - Carb. lubr. Develop. Commun.	4 500	3 150	3 100	-50	-2
23-15-95 - Carb Lub. Directions Régionales	3 000	2 100	2 100	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 24 - MIN. DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	5 840 585	5 530 765	5 649 400	118 635	2
24-10 - Personnel	3 088 985	3 088 985	3 110 800	21 815	1
24-10-10 - Personnel Titulaire	2 722 308	2 722 308	2 699 000	-23 308	-1
24-10-96 - Personnel d'Appui Bangui	189 555	189 555	209 800	20 245	11
24-10-97 - Personnel d'Appui Provinces	153 085	153 085	155 000	1 915	1
24-10-98 - Personnel d'Appui Hopital Amitié	24 037	24 037	47 000	22 963	96
24-15 - Dépenses courantes et diverses	2 751 600	2 441 780	2 538 600	96 820	4
24-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	1 750	2 200	450	26
24-15-11 - Fournitures DGSA-DGSP et CM	15 000	12 000	11 900	-100	-1
24-15-16 - Matériels, outillages	6 000	4 800	4 700	-100	-2
24-15-17 - Maintenance Biomédicale	20 000	16 000	17 400	1 400	9
24-15-21 - Direction Médecine Préventive	3 500	2 800	2 800	0	0
24-15-23 - Direction Santé Familiale et Population	4 000	2 800	2 800	0	0
24-15-24 - Direction des Etablissements des soins	2 000	1 400	1 400	0	0
24-15-27 - Laboratoire National de biologie clinique et santé pub.	75 000	60 000	60 500	500	1
24-15-29 - Direction Santé Communautaire	10 000	8 000	7 900	-100	-1
24-15-30 - Hôpital central (CNHUB+Complexe pédiatrique)	200 000	200 000	217 700	17 700	9
24-15-31 - Complexe Pédiatrique CNHUB	0	0	0	0	0
24-15-32 - Service Coordination et Suivi SSP	5 000	4 000	3 900	-100	-3
24-15-33 - Soins de Santé Prim. (Régions San.)	200 000	200 000	217 700	17 700	9
24-15-34 - C N T S	100 000	80 000	104 500	24 500	31
24-15-35 - D M P (Direct. Pharma. et Médicam.)	3 500	2 800	2 800	0	0
24-15-36 - Centre REF MST/SIDA	85 000	68 000	68 400	400	1
24-15-37 - Hôpitaux Préfectoraux	150 000	120 000	152 400	32 400	27
24-15-38 - Régularisation achats médicaments	348 000	278 400	286 500	8 100	3
24-15-40 - Hôpital de l'Amitié	195 000	195 000	200 300	5 300	3
24-15-41 - Hôpital Communautaire	243 000	243 000	226 400	-16 600	-7
24-15-42 - Hôpitaux et Formation (Régions San.)	100 000	100 000	130 600	30 600	31
24-15-43 - Achat anti Tuberculeux	110 000	110 000	95 800	-14 200	-13
24-15-44 - Information Education Communautaire	10 000	8 000	7 800	-200	-3
24-15-45 - Achat anti rabique, sérum antibiotique	10 000	8 000	7 800	-200	-3
24-15-46 - Aide médicale d'urgence	60 000	48 000	69 700	21 700	45
24-15-50 - Centres santé urb. et Matern. BANGUI	55 000	44 000	43 100	-900	-2
24-15-52 - Centre de Nutrition BOSSANGOA	5 000	4 000	3 900	-100	-3
24-15-55 - Prise en charge malades SIDA (Trithérapie)	200 000	200 000	174 200	-25 800	-13
24-15-56 - Service National lutte contre SIDA	30 000	24 000	23 500	-500	-2
24-15-57 - Direction Méd. Préventive (Lèpre)	9 000	7 200	7 200	0	0
24-15-58 - Eau	150 000	120 000	117 500	-2 500	-2
24-15-59 - Electricité	150 000	120 000	117 500	-2 500	-2
24-15-60 - Téléphone, Téléx, Fax	80 000	56 000	56 600	600	1
24-15-80 - Cart. Lub. Supervision SSP Régions sanitaires	8 000	6 400	6 300	-100	-2
24-15-81 - Cart. Lub. Intervention Urgence	7 000	5 600	5 500	-100	-2
24-15-82 - Cart. Lub. Superv. SSP Préfectures sanitaires	12 000	9 600	9 400	-200	-2
24-15-83 - Cart. Lubri. Service national lutte VIH-SIDA	3 000	2 400	2 400	0	0
24-15-84 - Cart. et Lubri.Direct. Santé Communaut	7 000	5 600	5 600	0	0
24-15-85 - Carburant C N T S	2 000	1 600	1 600	0	0
24-15-86 - Carburant Dir. Pharm. Méd.	1 000	800	800	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATIO %
CHAP. 25 - MIN. CHARG. DE LA PROMO. DU MONDE RURAL	1 606 295	1 550 315	1 556 800	6 485	0
25-10 - Personnel	1 399 695	1 399 695	1 389 600	-10 095	-1
25-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	1 310 060	1 310 060	1 164 100	-145 960	-11
25-10-11 - Personnel Titulaire SCNP	0	0	44 900		
25-10-73 - Personnel Appui Service Trav agricoles	27 217	27 217	12 100	-15 117	-56
25-10-74 - Personnel Appui Statistique	3 340	3 340	4 200	860	26
25-10-75 - Personnel Appui Etablis. scol agric.	4 111	4 111	1 100	-3 011	-73
25-10-76 - Personnel Appui Coordinat. agricole	1 694	1 694	8 500	6 806	402
25-10-77 - Personnel Appui Délégation Régionale	8 010	8 010	64 500	56 490	705
25-10-78 - Personnel Appui agricole administra.	3 340	3 340	10 700	7 360	220
25-10-79 - Personnel Appui Service administra.	5 020	5 020	5 900	880	18
25-10-80 - Personnel Appui CREF	10 000	10 000	7 000	-3 000	-30
25-10-85 - Personnel Appui SCNP	4 750	4 750	11 900	7 150	151
25-10-97 - Personnel Appui Instit. agricoles	18 089	18 089	50 900	32 811	181
25-10-98 - Personnel Appui Etud. Suiv. Evaluat.	2 032	2 032	2 400	368	18
25-10-99 - Personnel d'Appui Cabinet	2 032	2 032	1 400	-632	-31
25-15 - Dépenses courantes et diverses	206 600	150 620	167 200	16 580	11
25-15-10 - Cabinet du Ministre	2 500	1 750	2 200	450	26
25-15-12 - Fournitures de bureau	5 000	3 500	3 500	0	0
25-15-14 - Fournit. Serv. Civ. National	2 000	1 400	1 400	0	0
25-15-16 - Fonctionnement PDSV	5 500	3 850	3 800	-50	-1
25-15-18 - Fonctionnement maraichage BANGUI	1 200	840	800	-40	-5
25-15-19 - Fonctionnement ACDA	30 000	21 000	20 900	-100	0
25-15-21 - Fonctionnement ICRA	30 000	21 000	20 900	-100	0
25-15-22 - Fonctionnement CREF	4 000	2 800	2 800	0	0
25-15-23 - Fonction. Hydraulique Villageoise	3 500	2 450	2 400	-50	-2
25-15-24 - Etablissements Scolaires Agricoles	12 000	8 400	8 400	0	0
25-15-25 - Centre de multiplication agricole	2 200	1 540	1 500	-40	-3
25-15-26 - Fonctionnement PAPA AV	2 000	1 400	1 400	0	0
25-15-27 - Fonctionnement clinique vétér.	800	560	500	-60	-11
25-15-28 - Fonctionnement LANDJA	600	420	0	-420	100
25-15-29 - Formation des Jeunes (SCNPJ)	8 000	5 600	5 600	0	0
25-15-30 - Matériel et Outillage (SCNPJ)	1 000	700	700	0	0
25-15-31 - Inspection Centrale	1 200	840	800	-40	-5
25-15-32 - Fonctionnement ANDE	6 000	4 200	4 200	0	0
25-15-33 - Fonctionnement Irrigation	800	560	500	-60	-11
25-15-34 - Table Ronde Bailleurs de Fonds	0	0	5 000	5 000	
25-15-36 - Rétributions Professeurs vacataires	3 000	2 100	2 100	0	0
25-15-37 - Eau	3 000	2 100	2 100	0	0
25-15-38 - Electricité	17 500	12 250	12 200	-50	0
25-15-39 - Téléphone, Télèx, Fax	17 500	12 250	12 200	-50	0
25-15-40 - Organisation Journée Mondiale d'Aliment.	20 000	20 000	17 400	-2 600	-13
25-15-41 - Restaurant CTDR.	0	0	15 000	15 000	
25-15-42 - Centre de production SCNP	0	0	0	0	
25-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
25-15-91 - Carbu. et lubr. SCNPJ	4 000	2 800	2 800	0	0
25-15-92 - Carbu. et lubr. Délégations Régionales	4 500	3 150	3 100	-50	-2
25-15-93 - Carbu. et lubr. Etablissement Scolaire	2 500	1 750	1 700	-50	-3
25-15-94 - Carbu. et lubr. Inspection Centrale	2 500	1 750	1 700	-50	-3
25-15-95 - Carbu. et lubr. PAPA AV	1 000	700	700	0	0
25-15-96 - Carbu. et lubr. Hydraulique Villag.	2 500	1 750	1 700	-50	-3
25-15-97 - Carbu. et lubr. Chargés de Mission	1 800	1 260	1 300	40	3
25-15-98 - Carbu. et lubr. Dir. Gén. Planif. Etudes suivi	3 000	2 100	2 100	0	0
25-15-99 - Carbu. lubr. Dir. Gén. Ap. Agri Ad. Res. Hu.	3 000	2 100	2 100	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 26 - MIN. DE LA CULTURE	97 755	67 655	67 300	-355	-1
26-10 - Personnel	67 655	67 655	67 300	-355	-1
26-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	61 655	61 655	51 100	-10 555	17
26-10-73 - Personnel Appui	6 000	6 000	16 200	10 200	70
26-15 - Dépenses courantes et diverses	30 100	0	0	0	0
26-15-10 - Cabiriel	2 500	0	0	0	
26-15-11 - Secrétariat Général	1 500	0	0	0	
26-15-12 - Direction Gle Développement et Promo. Culture	2 000	0	0	0	
26-15-14 - Manifestations Culturelles	4 000	0	0	0	
26-15-15 - Direction Générale Arts et Culture	2 000	0	0	0	
26-15-16 - Fonctionnement Services Régionaux	1 000	0	0	0	
26-15-17 - Musées Monuments Provinciaux	1 700	0	0	0	
26-15-20 - Mobilier et matériel de bureau	1 500	0	0	0	
26-15-21 - Eau	1 500	0	0	0	
26-15-22 - Electricité	2 000	0	0	0	
26-15-23 - Téléphone, Téléx, Fax	4 500	0	0	0	
26-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 500	0	0	0	
26-15-91 - Carburants Direction Gle Arts et Culture	1 200	0	0	0	
26-15-92 - Carburant et lubrifiants fonctionmt services	1 000	0	0	0	
26-15-93 - Carb. Et Lub. D.Gle Dév. Promo. Cult.	1 200	0	0	0	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 27 - MIN. DU TOURISME	98 155	67 655	0	-67 655	-100
27-10 - Personnel	67 655	67 655	0	-67 655	
27-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	61 655	61 655	0	-61 655	
27-10-73 - Personnel Appui	6 000	6 000	0	-6 000	
27-15 - Dépenses courantes et diverses	30 500	0	0	0	
27-15-10 - Cabinet	2 500	0	0	0	
27-15-11 - Direction Générale des Services Centraux	1 500	0	0	0	
27-15-12 - Direction Générale des services régionaux	1 500	0	0	0	
27-15-13 - Délégations Régionales du Tourisme	2 000	0	0	0	
27-15-14 - Mobilier et matériel de bureau	1 000	0	0	0	
27-15-15 - Eau	1 000	0	0	0	
27-15-16 - Electricité	1 000	0	0	0	
27-15-17 - Téléphone, Téléx, Fax	8 000	0	0	0	
27-15-18 - Secrétariat Général	1 000	0	0	0	
27-15-19 - Inspection Générale	1 000	0	0	0	
27-15-20 - Foires et salons touristiques	1 000	0	0	0	
27-15-21 - Supports promotionnels	1 000	0	0	0	
27-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 500	0	0	0	
27-15-91 - Carburants et lubrifiants Directions Générales	2 000	0	0	0	
27-15-92 - Carburants et lubrifiants Délégations Régionales	1 500	0	0	0	
27-15-93 - Carb. Et Lub. Secrétariat Général	1 000	0	0	0	
27-15-94 - Carb. Et Lub. Inspection Générale	1 000	0	0	0	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 28 - MIN. Des EAUX, FORETS, CHAS. PECHES, de l' ENVIRONNMT et du TOURISME	313 675	383 195	475 400	92 205	24
28-10 - Personnel	336 575	336 575	428 900	92 325	27
28-10-10 - Personnel Titulaire	314 017	314 017	403 800	89 783	29
28-10-90 - Personnel Appui Centre Pisciculture	13 208	13 208	16 100	2 892	22
28-10-91 - Personnel Appui Parc et Environnement	9 350	9 350	9 000	-350	-4
28-15/16 - Dépenses courantes et div.	47 100	46 620	46 500	-120	0
28-15 - Dépenses courantes et diverses	47 100	43 120	42 600	-520	-1
28-15-10 - Cabinet	2 500	1 750	2 200	450	26
28-15-11 - Secrétariat Général (Eaux Forêts)	1 500	1 050	1 000	-50	-5
28-15-13 - Direction Gén. Services centraux (Eaux Forêts)	1 500	1 050	1 000	-50	-5
28-15-14 - Direction Gén. Services régionaux (Eaux Forêts)	1 500	1 050	1 000	-50	-5
28-15-16 - Entretien centre Pisciculture	1 500	1 050	1 000	-50	-5
28-15-17 - Alimentation Poissons	2 100	1 470	1 500	30	2
28-15-18 - Dir. Ecole Gardes Chasse BAMINGUI	1 500	1 050	1 000	-50	-5
28-15-19 - Recherche Pisciculture	2 500	1 750	1 700	-50	-3
28-15-20 - Divisions forestières	10 000	7 000	7 000	0	0
28-15-21 - Eau	6 000	4 200	4 100	-100	-2
28-15-22 - Electricité	4 000	2 800	2 800	0	0
28-15-23 - Téléphone, Téléx, Fax	4 500	3 150	3 100	-50	-2
28-15-24 - Direction Gén. Environnement	1 500	1 050	1 000	-50	-5
28-15-25 - Direction Gle Svces Centraux Tourisme	0	1 050	1 000	-50	-5
28-15-26 - Direction Gle Svces Régionaux Tourisme	0	1 050	1 000	-50	-5
28-15-27 - Délégations Régionales du Tourisme	0	1 400	1 500	100	7
28-15-28 - Mobilier et matériel de bureau	0	700	700	0	0
28-15-30 - Inspection Générale (Tourisme)	0	700	700	0	0
28-15-31 - Foires et salons touristiques	0	700	700	0	0
28-15-32 - Supports promotionnels	0	700	300	-400	-57
28-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	2 500	1 750	1 700	-50	-3
28-15-91 - Carburants et lubrifiants Pisciculture	1 500	1 050	1 000	-50	-5
28-15-92 - Carb. lub. Fonctionn. Services (Eaux Forêts)	2 500	1 750	1 700	-50	-3
28-15-93 - Carburants et lub. Directions Générales. (Tourisme)	0	1 400	1 500	100	7
28-15-94 - Carburants et lub. Délég. Régionales (Tourisme)	0	1 050	1 000	-50	-5
28-15-95 - Carb. Et Lub. Secrétariat Général	0	700	700	0	0
28-15-96 - Carb. Et Lub. Inspection Générale (Tourisme)	0	700	700	0	0
28-16 - Dépenses courantes et diverses du cabinet du Ministre Délégué	0	3 500	3 900	400	11
28-16-10 - Cabinet ministre	0	1 750	2 200	450	26
28-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet	0	1 750	1 700	-50	-3

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 03 : DEPENSES COMMUNES	4 611 900	5 033 630	4 827 000	-206 630	-4
CHAP. 36 - DEPENSES COMMUNES	4 611 900	5 033 630	4 827 000	-206 630	-4
36-15 - Dépenses courantes et diverses	3 511 900	3 493 630	3 362 500	-131 130	-4
36-15-10 - Location immeubles	475 000	332 500	300 000	-32 500	10
36-15-11 - Réparations civiles	75 000	75 000	100 000	25 000	33
36-15-12 - Imprimés	40 000	28 000	28 000	0	0
36-15-13 - Fêtes publiques	25 000	25 000	25 000	0	0
36-15-14 - Elections législatives partielles	0	0	100 000	100 000	
36-15-15 - Traitem. inform. impôts, solde, budget	300 000	300 000	250 000	-50 000	17
36-15-16 - Elections Municipales	0	0	400 000	400 000	
36-15-17 - Cellules informatiques	15 000	10 500	10 000	-500	-5
36-15-18 - Remboursements divers	50 000	50 000	75 000	25 000	50
36-15-19 - Communication Présidence	0	30 000	0	-30 000	-00
36-15-20 - Communication Primature	0	15 000	0	-15 000	-00
36-15-21 - Redevance Postale et Timbres	10 000	7 000	7 000	0	0
36-15-22 - Accueil missions étrangères	5 000	3 500	3 500	0	0
36-15-23 - Hébergement missions étrangères	25 000	17 500	20 000	2 500	14
36-15-24 - Hébergement des coopérants	28 000	18 000	20 000	2 000	11
36-15-25 - Consultations FMI; BM; Comité Tech. PAS	5 000	3 500	3 500	0	0
36-15-26 - Aide sociale aux famil. fonct. décédés	100 000	100 000	120 000	20 000	20
36-15-27 - Frais hospitalisation	250 000	250 000	250 000	0	0
36-15-28 - Habillement Service Para Militaires	10 000	0	0	0	
36-15-29 - Contrôle physique personnel d'Etat (Fonctionnaires)	0	0	10 000	10 000	
36-15-30 - Contrôle Physique Personnel d'appui	0	0	10 000	10 000	
36-15-31 - Comité de suivi contrôle physique	15 000	10 500	0	-10 500	-00
36-15-34 - Entretien central téléphonique	10 000	7 000	15 000	8 000	14
36-15-35 - Relance Campagne économique	10 000	7 000	25 000	18 000	57
36-15-36 - Entretien de matériel roulant	22 100	15 470	15 000	-470	-3
36-15-37 - Entretien de matériel informatique	7 000	4 900	10 000	5 100	04
36-15-38 - Entretien matériel et outillage	3 300	2 310	2 500	190	8
36-15-39 - Achat de mobilier d'habitation	15 000	10 000	10 000	0	0
36-15-40 - Achat de mobilier de bureau	15 000	10 000	10 000	0	0
36-15-41 - Entretien de bâtiments d'habitation	15 000	10 000	10 000	0	0
36-15-42 - Entretien de bâtiments de bureau	25 000	17 500	20 000	2 500	14
36-15-43 - Entretien install. (eau, électricité)	10 000	7 000	7 000	0	0
36-15-44 - Honoraire et frais divers(Avocat -Cons.)	20 000	14 000	50 000	36 000	57
36-15-45 - Maintien Sécurité intérieure	350 000	500 000	300 000	-200 000	40
36-15-48 - Formation Gestionnaire des Crédits	3 500	2 450	6 000	3 550	45
36-15-51 - Formation Recyclage Perfectionnement	10 000	10 000	20 000	10 000	00
36-15-52 - Quote-Part Régies Financières	100 000	100 000	0	-100 000	-00
36-15-53 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet	100 000	100 000	0	-100 000	-00
36-15-58 - Fonction. Comm. Caisse Aut. Pensions	3 000	0	5 000	5 000	
36-15-59 - Cellule nationale de surv. Multilatérales	15 000	0	15 000	15 000	
36-15-63 - Arriérés consommation publique Téléphone	150 000	150 000	100 000	-50 000	33
36-15-64 - Arriérés consommation publique Eau	200 000	200 000	100 000	-100 000	50
36-15-65 - Arriérés consommation Electricité	150 000	150 000	100 000	-50 000	33
36-15-66 - Apurements divers arriérés	900 000	900 000	700 000	-200 000	22
36-15-67 - Préparation sommet de la CEMAC	0	0	100 000	100 000	
36-15-68 - Préparation Ministres ASECNA	0	0	10 000	10 000	
36-16 - Frais de mission	350 000	450 000	480 000	30 000	7
36-16-10 - Frais de mission étranger	300 000	400 000	400 000	0	0
36-16-24 - Frais de mission à l'intérieur	35 000	35 000	50 000	15 000	43
36-16-25 - Carb. et Lubr. Mission intérieures	15 000	15 000	30 000	15 000	00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 519 580	7 197 843	8 297 080	1 099 237	15
CHAP. 37 - TRANSFERTS ORGANISM. NATIONAUX	6 014 400	4 984 463	5 934 700	950 237	19
37-15 - Transferts intra administ. publique	3 13 000	120 000	275 000	155 000	29
37-15-11 - Subvention aux chambres consulaires	54 500	35 000	30 000	-5 000	14
37-15-12 - Subv. conseils généraux préfectures	23 500	10 000	20 000	10 000	30
37-15-13 - Subv. Conseils Sous-Prefectures.	45 000	15 000	45 000	30 000	30
37-15-14 - Subv. Comité Lutte contre la drogue	10 000	10 000	10 000	0	0
37-15-15 - Coûts sociaux de restruct. sect. para-public	75 000	20 000	50 000	30 000	50
37-15-16 - Subv. Comité Technique Permant PAS	35 000	15 000	30 000	15 000	00
37-15-17 - Subvention CSLP	0	0	20 000	20 000	
37-15-18 - Indem. Chefs villages et quartiers	70 000	15 000	70 000	55 000	67
37-16 - Transferts aux administ. auton.	2 445 000	1 834 963	2 545 000	710 037	39
37-16-10 - Quote-parts des pdts affec. aux Communes	310 000	50 000	310 000	260 000	20
37-16-11 - Dotation globale Assemblée nationale	1 835 000	1 709 963	1 935 000	225 037	13
37-16-13 - Subvention aux collectivités locales	300 000	75 000	300 000	225 000	00
37-17 - Transferts aux institutions à but non lucratif	107 000	62 500	150 000	87 500	140
37-17-10 - Subv. aux Organis. Culturelles	20 000	15 000	25 000	10 000	67
37-17-11 - Subv. aux Fédérations et Comité Sportifs	45 000	25 000	30 000	5 000	20
37-17-12 - Subv. aux Organisations Nationales	22 000	10 000	20 000	10 000	100
37-17-13 - Subv. aux Organisations Jeunesse	10 000	5 000	10 000	5 000	100
37-17-14 - Comité Suivi Pacte Reconciliation	0	0	0	0	
37-17-15 - Subv. Comité Interlocuteur BONUCA	5 000	2 500	5 000	2 500	100
37-17-18 - Subvention Alliance Franco-Centrafricaine	5 000	5 000	55 000	50 000	
37-17-19 - Subvention Volontaires	0	0	5 000	5 000	
37-18 - Transferts aux ménages	365 000	115 000	125 000	10 000	9
37-18-11 - Indem. Licent Plan d'effectifs et effets de privatisation	350 000	100 000	100 000	0	0
37-18-12 - Aide aux Victimes Calamités.	15 000	15 000	25 000	10 000	67
37-19 - Pensions	2 864 400	2 852 000	2 839 700	-12 300	0
37-19-10 - Pensions veuves et orphelins	58 000	58 000	58 000	0	0
37-19-11 - Allocations viagères et Capital décès	19 000	19 000	19 000	0	0
37-19-12 - Emoluments Anciens Chefs d'Etat	49 400	37 000	24 700	-12 300	-33
37-19-13 - Allocations d'invalidité	10 000	10 000	10 000	0	0
37-19-14 - Caisse des pensions	2 328 000	2 328 000	2 328 000	0	0
37-19-15 - OCSS	400 000	400 000	400 000	0	0

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 001	COLLECTIF 2 001	CREDITS 2 002	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP.38 - TRANSFERTS ORGANISM. INTERNATIONAUX	1 021 800	730 000	929 000	199 000	27
38-15 - Transferts à des organismes internationaux	1 021 800	730 000	929 000	140 000	19
38-15-10 - Contribution à l'ONU	200 000	75 000	125 000	50 000	57
38-15-12 - ASECNA	45 000	45 000	45 000	0	0
38-15-14 - CEMAC et Institu. Spécial.	400 000	400 000	600 000	200 000	50
38-15-15 - Union Africaine et Institutions spécialisées	130 600	75 000	100 000	25 000	33
38-15-16 - Contribution OHADA	75 000	20 000	0	-20 000	-00
38-15-17 - CIMA & IIA	20 000	20 000	0	-20 000	-00
38-15-18 - Contribution au Fonds Africain de l'Habitat	0	0	0	0	
38-15-19 - Contribution à AFRISTAT	56 200	20 000	0	-20 000	-00
38-15-20 - Contribution EIER - ETSHER	50 000	50 000	0	-50 000	-00
38-15-21 - Contribution Org. Inter. Protection Civile	20 000	10 000	0	-10 000	-00
38-15-22 - Contribution Alliance Franco-Centrafricaine	0	0	0	0	
38-15-23 - CEBEVIRHA	15 000	15 000	0	-15 000	-00
38-15-24 - CONFEJES	0	0	9 000	9 000	
38-15-25 - Contribution divers organismes	0	0	50 000	50 000	
CHAP. 39 - BOURSES ETUDES FORMATIONS ET FRAIS ANNEXES	1 483 380	1 483 380	1 433 380	-50 000	-3
39-15 - Bourses d'Etudes et Formations	1 303 380	1 303 380	1 303 380	0	0
39-15-10 - Université de Bangui	400 000	400 000	400 000	0	0
39-15-11 - Enseignement secondaire	10 000	10 000	10 000	0	0
39-15-12 - Ecole de formation enseignants	55 000	55 000	55 000	0	0
39-15-13 - Ecole de formation technique	10 000	10 000	10 000	0	0
39-15-15 - ENAM	15 000	15 000	15 000	0	0
39-15-16 - Ecole de formation agricole	25 000	25 000	25 000	0	0
39-15-17 - FRANCE	280 000	280 000	280 000	0	0
39-15-18 - AFRIQUE	300 000	300 000	300 000	0	0
39-15-19 - Bourse Elèves Régisseurs	5 000	5 000	5 000	0	0
39-15-20 - Europe Amérique et Russie	150 000	150 000	150 000	0	0
39-15-21 - Bourses Instituteurs Formation Accélérée	53 380	53 380	53 380	0	0
39-16 - Frais de scolarité et Frais annexes	180 000	180 000	130 000	-50 000	-28
39-16-10 - Frais annexes de bourses	30 000	30 000	30 000	0	0
39-16-11 - Frais de scolarité à l'étranger	150 000	150 000	100 000	-50 000	-33
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	76 737 218	75 842 850	84 756 444	8 913 594	12

**DEPENSES
D'INVESTISSEMENT**

LOI DE FINANCES 2002
BUDGET D'INVESTISSEMENT PAR MINISTERE

Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Collectif 2001			Total 2001	Exercice 2002			Total 2 002
		Fin. In. B.E.C. 2001	Fin. Extérieur 2001 Subvent.	Emprunt		Fin. Intérieur B.E.C. 2002	Fin. Extérieur 2002 Subvent.	Emprunt	
1	Présidence	180 000	0	0	180 000	170 000	0	0	170 000
2	Assemblée Nationale	60 000	0	0	60 000	120 000	0	0	120 000
3	Primature	535 000	0	0	535 000	1 261 000	0	0	1 261 000
4	Transport, Aviation Civile	12 000	80 000	0	92 000	20 000	380 000	0	400 000
5	Affaires Etrangères	50 000	0	0	50 000	375 000	0	0	375 000
6	Défense Nationale	95 000	300 000	0	395 000	420 000	2 000 000	0	2 420 000
7	Intérieur	130 000	178 925	0	308 925	64 000	225 000	0	289 000
8	Justice, Garde des Sceaux	82 000	0	0	82 000	110 000	0	0	110 000
9	Communication	70 000	0	0	70 000	98 000	125 000	0	223 000
10	Promotion du Monde Rural	233 000	2 395 000	270 000	2 898 000	294 500	4 642 000	500 000	5 436 500
11	Relation avec le Parlement	24 000	0	0	24 000	40 000	0	0	40 000
12	Mines et Energie	460 000	1 112 000	0	1 572 000	593 000	0	0	593 000
13	Affaires Sociales et Promotion Famille	106 000	555 700	0	661 700	143 100	98 000	0	241 100
14	Education Nationale	387 000	482 500	0	869 500	513 000	200 000	0	713 000
15	Culture	35 000	0	0	35 000	39 500	0	0	39 500
16	Urbanisme, Habitat, Edifices Publics	284 000	500 000	40 000	824 000	923 000	1 400 000	3 000 000	5 323 000
17	Enseignement Supérieur	82 000	0	0	82 000	135 000	0	0	135 000
18	Commerce, Industries, Promotion Secteur Privé	40 000	0	0	40 000	64 000	0	0	64 000
19	Environnement, Eaux, Forêts, Chasse, Pêches	814 000	1 491 000	0	2 305 000	862 000	3 067 139	0	3 929 139
20	Jeunesse, Sports	15 000	0	0	15 000	35 000	0	0	35 000
21	Santé, Population	534 000	4 157 300	0	4 691 300	960 500	2 807 488	2 000 000	5 767 988
22	Emploi, Fonction Publique	20 000	0	0	20 000	365 000	0	0	365 000
23	Postes, Télécommunications et Francophonie	40 000	0	0	40 000	50 000	0	0	50 000
24	Equipements, Aménagement du Territoire	2 432 000	7 704 000	0	10 136 000	2 629 000	32 746 710	0	35 375 710
25	Tourisme	300 000	0	0	300 000	300 000	0	0	300 000
26	Finances, Budget	515 000	0	0	515 000	481 600	750 000	0	1 231 600
27	Economie, Plan, Coopération Internationale	452 000	2 839 420	1 000 000	4 291 420	467 000	3 415 578	1 800 000	5 682 578
28	Cour Constitutionnelle	10 000	0	0	10 000	10 000	0	0	10 000
Total Budget d'investissement (hors douanes pro		7 997 000	21 795 845	1 310 000	31 102 845	11 543 200	51 856 915	7 300 000	70 700 115
Droits de douanes projets		3 000 000	0	0	3 000 000	4 000 000	0	0	4 000 000
Total Budget d'investissement		10 997 000	21 795 845	1 310 000	34 102 845	15 543 200	51 856 915	7 300 000	74 700 115

En milliers de F.CFA

Ministère de tutelle des projets			Collectif 2001			Exercice 2002				
			Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
1		Présidence	100 000			100 000			100 000	
909 042	80-30-01	Réhabilitation Palais de la Renaissance	50 000			50 000			50 000	
906 001	80-30-02	Equipement Présidence de la République	30 000			30 000			30 000	
909 043	80-30-03	Appui à l'Inspection Générale d'Etat	180 000	0	0	180 000	170 000	0	170 000	
		Total								
2		Assemblée Nationale	60 000			60 000	120 000	0	120 000	
908 030	80-30-04	Equipement Assemblée Nationale	60 000	0	0	60 000	120 000	0	120 000	
		Total								
3		Primature	15 000			15 000	20 000		20 000	
908 013	80-30-05	Equipement de la Primature	15 000			15 000	15 000		15 000	
908 033	80-30-06	Renforcement de l'ENAM	15 000			15 000	7 000		7 000	
908 001	80-30-07	Appui au CEPRAC	450 000			450 000	590 000		590 000	
908 077	80-30-08	Achats matériels roulants	25 000			25 000	25 000		25 000	
908 069	80-30-09	Equipement Haut Commissariat aux Droits de l'Homme	10 000			10 000	15 000		15 000	
908 070	80-30-10	Programme Décentralisation, Régionalisation	5 000			5 000	25 000		25 000	
908 071	80-30-11	Appui au Secrétariat Général du Gouvernement	0			0	14 000		14 000	
908 002	80-30-12	Appui Haut Commissariat à la Haute Technologie	0			0	25 000		25 000	
908 003	80-30-13	Appui Délégation aux Sociétés d'Etat	0			0	500 000		500 000	
908 004	80-30-14	Appui Direction des Grands Travaux	0			0	500 000		500 000	
909 052	80-30-15	Préparation sommet de la CEMAC	535 000	0	0	535 000	1 261 000	0	1 261 000	
		Total								
4		Transport, Aviation Civile		80 000		80 000	0	380 000	380 000	
622 100	80-30-15	Renforcement du SCEVN	12 000			12 000	20 000		20 000	
908 074	80-30-16	Réhabilitation et équipement du ministère des Transports	12 000	80 000	0	92 000	20 000	380 000	400 000	
		Total								
5		Affaires étrangères	30 000			30 000	0		0	
908 031	80-30-17	Réhabilitation, équipement des Ambassades	20 000			20 000	45 000		45 000	
908 067	80-30-18	Appui à l'administration des Affaires Etrangères					300 000		300 000	
906 121	80-30-19	Acquisition immeubles ambassade- Paris	0			0	30 000		30 000	
908 003	80-30-20	Refecton Générale du ministère des Affaires Etrangères					100 000		100 000	
906 122	80-30-21	Acquisition véhicules ministère	50 000	0	0	50 000	375 000	0	375 000	
		Total								
6		Défense, Restructuration de l'Armée	30 000			30 000	0		0	
839 012	80-30-22	Restructuration (Démobilitation), Réinsertion	25 000			25 000	25 000		25 000	
906 010	80-30-23	Désarmement		300 000		300 000	0		0	
814 010	80-30-24	Appui à la sécurité civile	40 000			40 000	40 000		40 000	
909 051	80-30-25	Restructuration des armées					200 000		200 000	
908 107	80-30-26	Appui à la formation					100 000		100 000	
904 001	80-30-27	Conseil Supérieur de la Défense Nationale					55 000	2 000 000	2 055 000	
904 002	80-30-28	Programme National d'Appui au Développement et Reconversion(PNADR)	95 000	300 000	0	395 000	420 000	2 000 000	2 420 000	
		Total								
7		Intérieur		30 000		30 000	0		0	
503 010	70-30-70	Travaux à Haute intensité de main-d'oeuvre (THIMO II)		100 000		100 000	0		0	
503 011	70-30-71	Travaux à Haute intensité de main-d'oeuvre (THIMO III)		48 925		48 925	34 000		34 000	
503 014	70-30-72	Réhabilitation des voiries de Bangui	40 000			40 000	0		0	
908 034	70-30-73	Renforcement du Ministère de l'Intérieur	30 000			30 000	0	225 000	225 000	
	70-30-74	Assainissement quartier Bacongo-Ngouciment Ouanga	60 000			60 000	30 000		30 000	
908 076	70-30-75	Appui au Programme de remobilisation des policiers					64 000	225 000	289 000	
906 123	70-30-76	Equipements Police Nationale	130 000	178 925	0	308 925				
		Total								

En millions de F CFA

Code projet	Code Budget	Ministere de tutelle des projets	Collectif 2001			Exercice 2002			
			Fin. Int	Fin. Extérieur		Fin. Int.	Fin. Extérieur		Total
			B.E.C.	Subvent.	Emprunt	B.E.C.	Subvent.	Emprunt	Total
								0	
8		Justice, Garde des Sceaux						0	
908 015	80-30-81	Réhabilitation prisons périphériques (électrification prison Bimbo)	2 000					20 000	
908 072	80-30-82	Réhabilitation de la Cour d'Appel	10 000					50 000	
906 050	80-30-83	Réhabilitation prison Ngarangba	40 000					0	
908 073	80-30-84	Construction du Palais de Justice	20 000					10 000	
908 079	80-30-85	Renforcement du Ministère	10 000					30 000	
906 079	80-30-86	Réhabilitation de palais de justice en provinces						0	
		Total	82 000	0	0	110 000	0	110 000	
9		Communication							
656 201	80-45-03	Réhabilitation équipements de la Radio	30 000					35 000	
659 001	80-40-01	Forum de l'Unité	20 000					20 000	
654 011	80-45-02	Equipement ACAP	10 000					20 000	
653 003	80-45-04	Réhabilitation équipements de la Télévision	10 000					15 000	
648 001	80-45-05	Réhabilitation équipements des stations radio locale						8 000	
		Total	70 000	0	0	98 000	125 000	223 000	
10		Promotion du Monde Rural							
112 002	60-10-10	Développement rural dans l'Ouham-Pendé		350 000				350 000	
111 003	60-10-11	Projet d'appui à la production séricicole	3 000					3 000	
111 002	60-10-12	Etude restructuration du SCNP	2 000					2 000	
112 005	60-10-13	Développement rural des savanes vivrières (PDSV)	15 000					15 000	
112 006	60-10-14	Développement rural de Bouca	10 000					10 000	
114 099	60-10-15	Ferme Mpoko		200 000				200 000	
114 100	60-10-16	Ferme agricole de Boyali		300 000				300 000	
114 009	60-10-17	Ferme PK 22 Route Damara	25 000					25 000	
114 010	60-10-18	Programme spécial de sécurité alimentaire	11 000					11 000	
117 010	60-10-19	Appui à la production maraichère en zone péri-urbaine		100 000				100 000	
118 010	60-10-20	Appui aux structures rurales en zone colonnière		50 000				50 000	
119 021	60-10-21	Recherche Agro-Pastorale Savanes Afrique Centrale (PRASAC)	5 000					5 000	
119 017	60-10-22	Appui Institut Centrafricain de Recherche Agricole (ICRA)	30 000					30 000	
119 017	60-10-23	Appui Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA)		538 000				538 000	
119 028	60-10-24	Appui promotion qualité cultures d'exportation	10 000					10 000	
119 023	60-10-25	Renforcement capacité des CREF		15 000				15 000	
119 024	60-10-26	Accès des femmes aux activités génératrices de revenus	7 000					7 000	
119 025	60-10-27	Appui à la planification agricole	25 000					25 000	
119 026	60-10-28	Appui à la production des semences vivrières	30 000					30 000	
119 027	60-10-29	Appui à la production vivrière zone sud - est	50 000					50 000	
128 003	60-10-30	Projets de développement du secteur élevage (FIDE)		250 000				250 000	
128 004	60-10-31	Programme Africain de Lutte contre les Epizooties	10 000					32 000	
424 006	60-10-32	Hydraulique villageoise en zone colonnière		250 000				250 000	
112 007	60-10-33	Réhabilitation des pistes rurales		70 000				70 000	
118 005	60-10-34	Appui aux organisations professionnelles secteur élevage (PAOPSE)		240 000				240 000	
116 002	60-10-35	Réhabilitation des ouvrages d'art en zones caféières						0	
117 001	60-10-36	Assistance d'urgence refugers congolais						0	
111 004	60-10-37	Formulation de la politique et stratégie maraichère						30 000	
116 003	60-10-38	Réhabilitation de CTDR et de CPA de Ngoulinga						16 000	
		Total	233 000	2 395 000	270 000	2 898 000	294 500	4 642 000	
11		Relation avec le Parlement							
828 099	80-30-69	Appui à la promotion de la culture civique	6 000					6 000	
906 006	80-30-70	Equipement Ministère chargé des relations avec le Parlement	18 000					18 000	
		Total	24 000	0	0	40 000	0	40 000	
12		Mines et Energie							
209 005	60-40-11	Projets de développement du secteur minier	375 000					375 000	
412 014	60-40-12	Réhabilitation du réseau électrique de Bangui		350 000				350 000	
422 002	60-40-13	4 ième projet Alimentation en Eau Potable (AEP)		50 000				50 000	
424 005	70-70-21	Programme Eau et Assainissement	30 000					30 000	
424 008	70-70-07	Mise en valeur du secteur eau	10 000					10 000	

En milliers de F.CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Collectif 2001			Exercice 2002				
			Fin. Int.	Fin. Extérieur		Fin. Int.	Fin. Extérieur		Total	
			B.E.C.	Subvent.	Emprunt	B.E.C.	Subvent.	Emprunt	Total	
424 009	70-70-08	Projet national alimentation eaux, assainis. (MB,HB,BK,MP,LB)	35 000			35 000			35 000	
423 010	70-70-09	Approvisionnement en eau potable dans l'Ouham-Pendé	10 000	412 000		422 000			422 000	
423 011	70-70-10	Entretien des installations et extension réseau eau potable	0			0			0	
411 001	70-70-11	Etude du site de Dimbouli (Nola) pour aménagement hydroélectrique							0	
		Total	460 000	1 112 000	0	1 572 000	593 000	0	0	593 000
13		Affaires Sociales et Promotion de la Famille								
834 003	80-10-16	Appui institutionnel à la Dir. Générale Promotion Féminine	5 000	142 700		147 700	5 000			5 000
839 013	80-10-17	Genre, Population et Développement	10 000			10 000	12 100	98 000		110 100
839 014	80-10-18	Appui aux actions sociales	15 000			15 000	30 000			30 000
839 016	80-10-19	Appui aux actions d'auto-développement villageois		180 000		180 000	0			0
838 032	80-10-20	ACABEF/ Ouaka-Ouham		21 000		21 000	0			0
836 095	80-10-21	Réhabilitation locaux jardins d'enfants	30 000			30 000	40 000			40 000
938 096	80-10-22	Appui institutionnel DEPSS	6 000			6 000	18 000			18 000
836 097	80-10-23	Vulgarisation code de la famille	15 000			15 000	10 000			10 000
836 098	80-10-24	Appui lutte contre pratiques néfastes	5 000			5 000	11 000			11 000
836 099	80-10-25	Renforcement Organe Nationale de Concertation	10 000			10 000	0			0
836 027	80-10-26	Appui au développement et à la vulgarisation techno appropriée				0	10 000			10 000
836 100	80-10-27	Equipement de la DGPSA					7 000			7 000
838 030	80-10-28	Soutien aux enfants en besoin de protection spéciale	10 000	212 000		222 000	0			0
		Total	106 000	555 700	0	661 700	143 100	98 000	0	241 100
14		Education Nationale								
826 004	80-40-10	Réfection, équipement des établissements secondaires	40 000			40 000	60 000			60 000
826 100	80-40-11	Rehabilitation équipement lycée de Fatima	10 000			10 000	0			0
826 005	80-40-13	Réhabilitation et équipement des écoles primaires	50 000		0	50 000	80 000		0	80 000
826 006	80-40-14	Réfection, équipement de l'école Saint-Jean	25 000			25 000	0			0
826 101	80-40-15	Construction et équipement établissements d'enseignement	25 000		0	25 000	40 000		0	40 000
826 102	80-40-16	Construction école à Ouadda djallé		56 400		56 400	0			0
826 103	80-40-17	Clôture équipements école Bangui Fleuve UNESCO		30 000		30 000	0			0
826 104	80-40-18	Réhabilitation et équipement école à Mobaye	20 000			20 000	30 000			30 000
826 007	80-40-19	Clôture et équipement école ASSANA		67 500		67 500	0			0
827 007	80-40-20	Equipement Lycée Technique	35 000			35 000	55 000			55 000
828 010	80-40-21	Réfection, équipement ENI Bambari	19 000			19 000	25 000			25 000
828 011	80-40-22	Appui Centre National Formation, Production artisanale	10 000			10 000	10 000			10 000
829 100	80-40-23	Renforcement des services du Ministère	16 000			16 000	25 000			25 000
823 100	80-40-24	EDUCA 2000		200 000		200 000	0	200 000		200 000
823 102	80-40-25	Education à la vie familiale	12 000	38 500		50 500	8 000			8 000
823 101	80-40-26	Réhabilitation école de Bouca	10 000			10 000	15 000			15 000
828 012	80-40-27	Réhabilitation, équipement du Collège Technique Féminin	10 000			10 000	0			0
826 022	80-40-28	Construction 3 bâtiments de 3 classes, 1 bureau (IANE et IACE)	30 000			30 000	35 000			35 000
828 024	80-40-29	Equipement Etablissements d'enseignement en mobiliers scolaires	50 000	6 100		56 100	60 000			60 000
828 030	80-40-30	Réhabilitation bibliothèques et laboratoires des Lycées	10 000			10 000	30 000			30 000
826 031	80-40-31	Construction bâtiments établissements secondaires	15 000			15 000	0			0
826 034	80-40-32	Promotion éducation filles dans système formels, non formels (NG,UA)		84 000		84 000	0			0
828 032	80-40-33	Appui aux inspections académiques					30 000			30 000
828 001	80-40-34	Préparation Plan Nat Educ Nat					10 000			10 000
		Total	387 000	482 500	0	869 500	513 000	200 000	0	713 000
15		Culture								
826 300	80-40-40	Appui à la construction maison de musique	10 000	0		10 000	10 000			10 000
826 301	80-40-41	Musée pour la femme	5 000			5 000	5 000			5 000
828 302	80-40-42	Appui au festival panafricain	10 000			10 000	15 000			15 000
828 303	80-40-43	Réalisation cinématographique	5 000			5 000	5 000			5 000
828 030	80-40-44	Réhabilitation du musée de Bouar	5 000			5 000	0			0
826 033	80-40-45	Création d'un musée Boganda au Mausolée de Bobangui					4 500			4 500
		Total	35 000	0	0	35 000	39 500	0	0	39 500

En milliers de F.CFA		Collectif 2001				Exercice 2002				
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
		Urbanisme, Habitat								
16					40 000	40 000	63 000			63 000
502 004	70-30-08	Construction de 100 logements économiques (route de Boali)	114 000			114 000	100 000			100 000
508 012	70-30-13	Réhabilitation des équipements urbains et assainissement		500 000		500 000	0	600 000		600 000
502 005	70-30-14	Réhabilitation des édifices publics	170 000			170 000	0			0
502 006	70-30-15	Construction Monument des Martyrs					100 000			100 000
502 007	70-30-16	Création d'une agence centrafricaine de promotion de l'habitat					160 000	800 000		960 000
503 015	70-30-17	Assainissement quartier Bacongo, Ngou-ciment, Ouango (THIMO III)					500 000		3 000 000	3 500 000
502 008	70-30-18	Construction d'un stade olympique de 20 000 places			40 000	40 000	923 000	1 400 000	3 000 000	5 323 000
		Total	284 000	500 000	40 000	824 000				
		Enseignement Supérieur								
17			30 000			30 000	25 000			25 000
822 026	80-40-46	Réhabilitation et équipement de l'Institut supérieur de dév. rural (ISDR)	32 000			32 000	20 000			20 000
822 100	80-40-47	Appui au Ministère de l'enseignement Supérieur	20 000			20 000	40 000			40 000
822 028	80-40-48	Réhabilitation et Equipement de l'Université de Bangui	0			0	50 000			50 000
822 029	80-40-49	Renforcement CENAREST	82 000	0	0	82 000	135 000	0	0	135 000
		Total								
		Commerce, Industrie, Secteur privé								
18			40 000			40 000	64 000	0	0	64 000
706 068	80-30-40	Equipement Ministère du Commerce	40 000	0	0	40 000	64 000	0	0	64 000
		Total								
		Environnement, Eaux, Forêts, Chasse, Pêches								
19			5 000	250 000		255 000		602 000		602 000
134 001	60-10-40	Protection Forêts de Bangassou		292 000		292 000	23 000	601 800		624 800
134 004	60-10-04	Gestion participative des ressources naturelles		54 000		54 000	0			0
139 005	60-10-05	Projet Régional Gestion Informat' Environnem. (PRGIE)		300 000		300 000	0			0
139 008	60-10-06	Conservation et utilisation rationnelle écosystèmes forestiers		300 000		300 000	12 000	274 000		286 000
138 010	60-10-07	Appui à la réalis. plans aménagements forestiers(Berbérati)		125 000		125 000		120 000		120 000
138 011	60-10-08	Appui à l'administration forestière		70 000		70 000		40 000		40 000
153 001	60-10-09	Aménagement de la réserve de Dzanga Sangha	809 000			809 000	827 000			827 000
139 002	60-10-41	Projets de développement du secteur forestier		100 000		100 000		262 000		262 000
136 001	60-10-42	Réhabilitation et équipement ministère des eaux et forêts						249 000		249 000
139 006	60-10-43	Photographies aériennes						918 339		918 339
132 001	60-10-44	Ecosystème forestier en Afrique Centrale (PDZCV)	814 000	1 491 000	0	2 305 000	852 000	3 067 139	0	3 929 139
		Total								
		Jeunesse, Sports								
20			15 000			15 000	35 000	0	0	35 000
908 029	80-45-09	Renforcement activités en matière de Jeunesse, Sports	15 000	0	0	15 000	35 000	0	0	35 000
		Total								
		Santé								
21			24 000	297 000		321 000	30 000			30 000
814 003	80-10-36	Santé de reproduction dans les formations sanitaires	111 000	719 000		830 000	51 000	300 000		351 000
814 005	80-10-37	Programme élargi de vaccinations	20 000	486 000		506 000	25 000			25 000
814 006	80-10-38	Lutte contre les MST et le sida	6 000	127 000		133 000	10 000	100 000		110 000
814 007	80-10-39	Programme national de lutte contre la lèpre	72 000	121 000		193 000	90 000			90 000
814 008	80-10-40	Lutte contre les maladies diarrhéiques et le Paludisme	25 000	12 000		37 000	40 000			40 000
811 100	80-10-41	Renforcement du SNIS	8 000	122 000		130 000	25 000			25 000
814 044	80-10-42	Lutte contre la trypanosomiase	16 000	237 000		253 000	23 000	101 000		124 000
814 009	80-10-43	Lutte contre l'onchocercose et la druncunculose	10 000	21 000		31 000	12 000			12 000
817 011	80-10-44	Enseignement Santé de la Reproduction à la FACSS	9 000	137 000		146 000	10 000			10 000
817 012	80-10-45	Nutrition lutte contre troubles dus carence d'iode	8 000			8 000	10 000			15 000
818 014	80-10-46	Développement des ressources humaines	35 000			35 000	15 000			15 000
816 001	80-10-47	Réhabilitation hôpital de l'Amitié	21 000	64 000		85 000	12 000			12 000
818 015	80-10-48	Eau et assainissement		45 000		45 000	0			0
818 016	80-10-49	Soins de Santé Primaire (SSP)	35 000			35 000	35 000			35 000
818 017	80-10-50	Renforcement des services de santé		391 000		391 000	0	391 000		391 000
814 021	80-10-51	Programme santé de base Bossangoa		1 000 000		1 000 000	0			0
818 042	80-10-52	Appui au programme sectoriel de santé	77 000		0	77 000	40 000			40 000
818 018	80-10-53	Réhabilitation des infrastructures sanitaires (centres de santé)	11 000	45 000		56 000	0			0
818 029	80-10-54	Santé des adolescents	33 000	13 000		46 000	25 000			25 000
818 035	80-10-55	Lutte contre la tuberculose	13 000	14 000		27 000	10 000			10 000
818 037	80-10-56	Appui au programme de santé bucco-dentaire								

Code projet		Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Collectif 2001			Exercice 2002				
				Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
					Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
818 043	80-10-57		Programme d'appui au secteur Santé		300 000		300 000	35 000	1 705 488		1 740 488
818 044	80-10-58		Population Service International		6 300		6 300	0			0
818 045	80-10-59		Appui au Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)					32 000			32 000
814 010	80-10-60		Prévention de la transmission du VIH/SIDA					20 000			20 000
814 011	80-10-61		Programme ville-santé					25 500			25 500
818 046	80-10-62		Appui au programme de lutte contre le SIDA						210 000		210 000
818 047	80-10-63		Programme multisectoriel de lutte contre le sida	0			0	210 000		2 000 000	2 210 000
816 003	80-10-64		Réhabilitation des hopitaux régionaux					75 000			75 000
816 002	80-10-65		Réhabilitation CNHUB					100 000			100 000
			Total	534 000	4 157 300	0	4 691 300	960 500	2 807 488	2 000 000	5 767 988
22			Emploi, Fonction Publique								
906 008	80-30-29		Renforcement du Ministère de la Fonction publique	10 000			10 000	45 000			45 000
908 007	80-30-30		Appui à la sécurité de la médecine du travail					20 000			20 000
	80-30-31		Reliquat DVA					300 000			300 000
908 036	80-30-32		Fichier unique personnel de l'Etat	10 000			10 000	0			0
			Total	20 000	0	0	20 000	365 000	0	0	365 000
23			Postes, Télécommunications et Francophonie								
649 001	80-30-33		Site Internet du Gouvernement	15 000			15 000	0			0
641 001	80-30-34		Projet d'étude restructuration du secteur postal					20 000			20 000
642 001	80-30-35		Renforcement du ministère de la francophonie					15 000			15 000
642 001	80-30-36		Renforcement du ministère de la Poste	25 000			25 000	15 000			15 000
			Total	40 000	0	0	40 000	50 000	0	0	50 000
24			Equipement, Aménagement du Territoire								
612 003	70-30-19		Entretien du réseau routier (Fonds Routier)	2 432 000	0		2 432 000	2 557 000	1 500 000		4 057 000
618 002	70-30-20		Appui au PST2-transport fluvial				0	1 311 914			1 311 914
612 006	70-30-21		Bitumage de la route Bossemptélé- Baoro		4 404 000		4 404 000	5 500 000			5 500 000
612 100	70-30-22		Aménagement route 4' parallèle		80 000		80 000	1 000 000			1 000 000
611 100	70-30-23		Réhabilitation route Bouar Garoua-Mboulai		630 000		630 000	14 431 054			14 431 054
617 020	70-30-24		Programme de formation				0				0
612 025	70-30-25		Réhabilitation du pont sur la M'poko PK 26		2 530 000		2 530 000	1 760 000			1 760 000
612 027	70-30-26		Programme itinéraire de transport (PST1 - PST2)		0		0	2 623 828			2 623 828
616 029	70-30-27		Construction du pont sur la rivière Lim (UP)		50 000		50 000	1 188 000			1 188 000
501 006	70-30-28		Construction d'un stade - CHINE		10 000		10 000				0
619 001	70-30-29		Projet de développement rural de l'Ouham					1 500 000			1 500 000
616 001	70-30-30		Réhabilitation de rues de Bangui					1 311 914			1 311 914
618 001	70-30-31		Appui au ministère de l'Equipement					50 000			50 000
616 030	70-30-32		Terminal PK 26					22 000			642 000
			Total	2 432 000	7 704 000	0	10 136 000	2 629 000	32 746 710	0	35 375 710
25			Tourisme								
703 003	60-10-39		Mise en valeur du secteur Tourisme	200 000			200 000	300 000			300 000
708 078	80-30-37		Programme d'urgence du Tourisme	100 000			100 000	0			0
			Total	300 000	0	0	300 000	300 000	0	0	300 000
26			Finances, Budget								
908 018	80-50-01		Equipement Trésorerie Générale	50 000			50 000	30 000			30 000
909 019	80-50-02		Equipement du Ministère des Finances	15 000			15 000	15 000			15 000
908 020	80-50-03		Renforcement de la DGID	30 000			30 000	30 000			30 000
908 021	80-50-04		Renforcement Inspection Générale Finances	15 000			15 000	15 000			15 000
908 022	80-50-05		Renforcement équipement Services Douanes (DGDDI)	30 000			30 000	30 000			30 000
908 023	80-50-06		Renforcement Direction Générale des services centraux	40 000			40 000	30 000			30 000
908 026	80-50-07		Fichier unique du personnel de l'Etat	15 000			15 000	11 600			11 600
908 099	80-50-08		Equipement Informatique	300 000			300 000	250 000			250 000

En milliers	F.C.F.A		Collectif 2001				Exercice 2002				
	Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
					Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
908 038	80-50-09	Appui CTPAS	10 000			10 000	0			0	
908 075	80-50-10	Acquisition Logiciel gestion dettes	10 000			10 000	0			0	
906 102	80-50-11	Aménagement Caisse Autonome des Pensions					70 000			70 000	
908 078	80-50-12	Projet d'Appui aux administrations financières et économiques						450 000		450 000	
906 012	80-50-13	Informatisation du Ministère des Finances						300 000		300 000	
908 077	80-50-14	Achats matériels roulants					0			0	
		Total	515 000	0	0	515 000	481 600	750 000	0	1 231 600	
		Economie, Plan, Coopération internationale									
27	60-20-01	Création d' une ferme pilote au PK22	10 000			10 000	0			0	
112 022	60-20-03	Amélioration état nutritionnel communautés vulnérables	40 000	1 341 000		1 381 000	40 000	1 341 000		1 381 000	
839 028	60-20-04	Mise en place d'un Observatoire de lutte contre la pauvreté	10 000			10 000	20 000			20 000	
839 029	60-20-05	Fonds de solidarité pour la lutte contre la pauvreté	50 000			50 000	0			0	
939 031	60-20-06	Fonds national d'étude des projets de développement	10 000			10 000	10 000			10 000	
901 001	60-20-07	Préparation du recensement général de la population	60 000	70 000		130 000	100 000	917 000		1 017 000	
901 003	60-20-08	Renforcement capacité Division Statistiques	40 000			40 000	25 000			25 000	
907 011	60-20-09	Renforcement du Ministère Economie, au Plan	50 000			50 000	45 000			45 000	
908 024	60-20-10	Programme d'Appui à la politique économique (PAPE)			1 000 000	1 000 000	0	1 800 000		1 800 000	
908 101	60-20-11	Appui au programme de lutte contre la pauvreté		977 000		977 000	0	500 000		500 000	
908 100	80-30-77	Equiperment division planification régionale	35 000			35 000	40 000			40 000	
908 101	80-30-78	Fonds d'études et de Préparation de projets		100 000		100 000	0	100 000		100 000	
901 200	80-30-79	Réhabilitation équipement division programme projets	47 000			47 000	35 000			35 000	
908 100	50-20-14	Elaboration, Suivi et évaluation du PTI	40 000			40 000	40 000			40 000	
908 025	50-20-15	Appui au garage Serpa	10 000			10 000	0			0	
908 027	50-20-16	Renforcement coordination aides extérieures	20 000			20 000	25 000			25 000	
908 028	50-20-17	Appui au système de planification	20 000			20 000	25 000			25 000	
909 044	50-20-18	Appui à l'ordonnateur national du FED		90 420		90 420	0	327 978		327 978	
908 105	50-20-19	Appui à la coordination nationale du plan	10 000			10 000	12 000			12 000	
909 046	50-20-20	Suivi evaluation des projets UNICEF		111 000		111 000	10 000	149 800		159 800	
908 104	50-20-21	Création du SENAREC-RCA (renforcement des capacités)				0	20 000	35 000		55 000	
909 047	50-20-22	Equiperment matériels informatiques administration		150 000		150 000	0			0	
908 106	50-20-23	Coordination activité en matière de population				0	20 000	44 800		64 800	
		Total	452 000	2 839 420	1 000 000	4 291 420	467 000	3 415 578	1 800 000	5 682 578	
		Cour Constitutionnelle									
28	80-80-01	Construction salle d'audience	5 000			5 000	0			0	
906 120	80-80-02	Appui à la Cour Constitutionnelle	5 000			5 000	10 000			10 000	
908 032		Total	10 000	0	0	10 000	10 000	0	0	10 000	
		Droits de Douanes Projets									
29	80-80-09	Droits de Douanes Projets	3 000 000			3 000 000	4 000 000			4 000 000	
		Total	3 000 000	0	0	3 000 000	4 000 000	0	0	4 000 000	